Régie du logement Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES

2007-2008

Juin 2007

RÉGIE DU LOGEMENT

ÉTUDE DES CRÉDITS
POUR
L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2007

TABLE DES MATIÈRES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

1. Comparaison, par poste budgétaire, entre les crédits 2006-2007 et 2007-2008

2. Organigramme du ministère en indiquant pour chaque poste le nom et le titre du titulaire, incluant le numéro de téléphone

3. Publications de la Régie du logement en 2006-2007 ainsi qu'une copie de la *Déclaration des services aux citoyens*

4. Liste des voyages hors Québec

5. Ententes signées et/ou annoncées lors de missions à l'étranger

6. Sommes dépensées pour les voyages en avion ou en hélicoptère de chaque membre du conseil des ministres et des membres des cabinets ministériels au Québec et à l'étranger

7. Liste des dépenses en publicité (incluant sur Internet) et des articles promotionnels

8. Liste des sondages et groupes de discussions en 2006-2007

9. Liste des études commandées à l'extérieur ou à l'intérieur durant l'exercice financier 2006-2007

10. Liste des contrats de moins de 25 000 $

11. Contrats de moins de 25 000 $ ou de plus de 25 000 $ octroyés à une firme de relations publiques

12. Pour le cabinet ministériel, dépenses de photocopie, téléphonie cellulaire, ordinateurs portables, téléavertisseur, mobilier de bureau, distributeurs d'eau de source, frais de transport, d'hébergement et de repas, participation à des congrès, colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement

Juin 2007

RÉGIE DU LOGEMENT

ÉTUDE DES CRÉDITS
POUR
L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2007

TABLE DES MATIÈRES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

13. Pour la Régie du logement, dépenses de photocopie, téléphonie cellulaire, ordinateurs portables, téléavertisseur, mobilier de bureau, distributeurs d'eau de source, frais de transport, d'hébergement et de repas, participation à des congrès, colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement

14. Nombre et répartition du personnel

15. Jours de maladie, vacances et heures supplémentaires

16. Effectif régulier par catégories d'emploi pour 2004-2005, 2005-2006 et 2006-2007 ainsi que les prévisions pour 2007-2008

17. Liste des baux pour les espaces loués de la SIQ

18. Liste des baux auxquels la SIQ a mis fin en 2006-2007 et prévisions 2007-2008

19. Liste des baux autres que ceux de la SIQ pour 2006-2007

20. Coûts de déménagement, d'aménagement et travaux effectués dans les cabinets ministériels et dans leur bureau de circonscription du 1er avril 2006 à ce jour

21. Personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres au 1er mai 2007

22. Sommes d'argent versées à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministère ou de l'organisme

23. Ventilation détaillée des budgets de dépenses afférentes aux transferts obtenus du gouvernement fédéral

24. Personnel en disponibilité par catégories d'emploi

25. Nombre d'occasionnels mis à pied par catégorie d'âge en 2006-2007

26. Méthodologie employée pour effectuer la planification des départs à la retraite, des embauches et du renouvellement des contrats d'employés occasionnels

Juin 2007

RÉGIE DU LOGEMENT

ÉTUDE DES CRÉDITS
POUR
L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2007

TABLE DES MATIÈRES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

27. Personnel hors structure par catégorie d'emploi rémunéré par la Régie et qui n'occupe aucun poste à la Régie

28. Personnel rémunéré par la Régie et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres

29. Personnel rémunéré par des organismes parapublics non gouvernementaux et autres affecté à la Régie

30. Personnel par catégorie d'emploi qui reçoit une double rémunération

31. Liste détaillée du matériel informatique

32. Liste des abonnements et leur coût

33. Site Internet

34. Dépenses effectuées en 2006-2007 dans les technologies de l'information

35. État d'avancement des travaux relatifs à l'équité salariale

36. Liste et copie des contrats octroyés dans le cadre du processus de réingénierie et de modernisation de l'État

37. Liste et copie des sondages commandés dans le cadre du processus de réingénierie de l'État

38. Études commandées en 2006-2007 sur la privatisation ou l'impartition de services gouvernementaux déjà offerts ou de nouveaux services publics

39. Solutions proposées dans le cadre des travaux portant sur la réingénierie de l'État à la demande du Conseil exécutif, du Conseil du trésor ou des comités formés par le gouvernement

RÉGIE DU LOGEMENT

ÉTUDE DES CRÉDITS
POUR
L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2007

TABLE DES MATIÈRES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

40. Liste des services octroyés au Centre de services partagés du Québec ainsi que les coûts assumés par chacun des ministères ou organismes publics et parapublics pour des services

41. Économies réalisées par les ministères ou organismes publics et parapublics grâce au recours au Centre de services partagés du Québec

42. Nombre de réunions des comités ministériels sur l'organisation du travail

43. Budgets consacrés à la sécurité de l'organisme ainsi qu'à leurs installations pour 2006-2007

44. Modification à une directive existante ou toute nouvelle directive à l'égard de la circulation et la confidentialité de l'information

45. Nombre et nature des griefs formulés à l'égard des politiques ministérielles visant à assurer la confidentialité des informations ainsi que le nombre de sanctions imposées aux employés et aux cadres à l'égard de ces mêmes politiques

46. Nominations, depuis le 1er mai 2006, de mandataires, émissaires, négociateurs et médiateurs, commissaires, experts et enquêteurs

47. Dépenses effectuées pour les tournées ministérielles pour 2006-2007

48. Montants déboursés en 2006-2007 ainsi que les prévisions pour 2007-2008 pour les études, avis ou achat de matériel pour la mise en place du gouvernement en ligne

49. Liste et copie de tous les avis demandés au Commissaire au lobbying

50. Liste et copie de tous les avis demandés à la Commission d'accès à l'information

51. Demandes d'accès l'information

52. Liste de tous les mandats confiés à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres

Juin 2007

RÉGIE DU LOGEMENT

ÉTUDE DES CRÉDITS
POUR
L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2007

TABLE DES MATIÈRES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

53. Nombre d'ETC autorisé et non comblés depuis février 2007

54. Montant des cibles de compressions fixées par le Conseil du trésor pour fermer l'année 2006-2007 et mesures prises pour atteindre ces cibles

55. Montant des cibles de compressions fixées par le Conseil du trésor pour l'année 2007-2008 et mesures prises pour atteindre ces cibles

56. Liste des nominations effectuées par chaque membre du Conseil des ministres

57. Liste ainsi que les montants versés à chacun des traiteurs ayant fait affaire avec chaque ministre (incluant les cabinet ministériels) et organisme en 2006-2007

58. Parties accessibles au public de tous les mémoires au Conseil des ministres qui ont une incidence sur les crédits budgétaires

Juin 2007

1. COMPARAISON, PAR POSTE BUDGÉTAIRE, ENTRE LES CRÉDITS 2005-2006 ET 2006-2007 EN TENANT COMPTE DES MODIFICATIONS ADMINISTRATIVES APPORTÉES LORS DU REMANIEMENT MINISTÉRIEL DU 18 AVRIL 2007.

Extraits annexés des volumes « *Crédits des ministères et organismes* » pour les années 2005-2006, 2006-2007 et 2007-2008.

Affaires municipales et Régions

Programme 8
Régie du logement

Élément	2005-2006				2004-2005
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	**Crédits**	Crédits
			(000 $)		
1. Régie du logement	14 170,7	210,2	206,5	**14 167,0**	14 738,7
Moins :					
Crédits reportés					
Loi n° 1 sur les crédits, 2003-2004 (2003, c. 4)				-	106,6
Crédits déjà votés					
Loi autorisant certains crédits nécessaires à l'administration du gouvernement à compter du 1er avril 2005 (2005, c. 4)				**3 658,0**	-
Crédit à voter*				**10 509,0**	14 632,1

En vertu de ce programme, la Régie du logement dispose des ressources pour décider des litiges qui lui sont soumis par une partie au bail d'un local d'habitation, pour informer les citoyens des droits et obligations découlant d'un bail et pour favoriser la conciliation entre les locataires et les locateurs. En outre, elle veille, dans certaines circonstances, à la conservation du parc de logements, et, dans ce cas, assure la protection des droits des locataires.

* Comprenant un crédit au net dont les modalités sont décrites à la suite de la présentation des programmes de ce portefeuille.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Élément 1	2005-2006	2004-2005
	(000 $)		
Rémunération	11 314,5	**11 314,5**	11 456,7
Fonctionnement	2 856,2	**2 856,2**	3 203,0
	14 170,7	**14 170,7**	14 659,7
Effectif total	224	**224**	225
Budget d'investissements			
Immobilisations	206,5	**206,5**	250,0
	206,5	**206,5**	250,0

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits de ce programme peut être reporté en 2006-2007, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2005-2006, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter et du crédit voté le 22 mars 2005, en excluant la partie « Investissements ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ce programme sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance.

Affaires municipales et Régions

Crédit au net

		2005-2006	2004-2005
		(000 $)	
Programme 8 - Régie du logement			
	Dépenses du programme (excluant amortissement)	**13 960,5**	14 488,7
Moins :	Revenus associés au crédit au net	**3 100,0**	3 100,0
	Crédit au net	**10 860,5**	11 388,7

Ce crédit au net, qui vise à donner suite à une entente de gestion intervenue entre le ministre responsable et le Conseil du trésor, concerne les activités de la Régie du logement dont la mission consiste à décider des litiges, à informer les locataires et les locateurs sur leurs droits et obligations découlant du bail et à favoriser la conciliation entre ceux-ci. Les revenus associés à ce crédit proviennent de la tarification des activités de règlement des litiges.

Dans la mesure où le montant du crédit au net n'est pas dépassé, une augmentation de revenus donne droit à une hausse du crédit de ce programme d'un montant équivalent aux revenus qui excèdent 3 100 000 $.

Affaires municipales et Régions

Programme 8
Régie du logement

Élément	2006-2007				2005-2006
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	**Crédits**	Crédits
			(000 $)		
1. Régie du logement	14 672,6	235,0	250,0	**14 687,6**	14 320,0
Moins :					
Crédits reportés					
Loi n° 2 sur les crédits, 2004-2005 (2004, c. 7)				-	153,0
Crédit à voter*				**14 687,6**	14 167,0

En vertu de ce programme, la Régie du logement dispose des ressources pour décider des litiges qui lui sont soumis par une partie au bail d'un local d'habitation, pour informer les citoyens des droits et obligations découlant d'un bail et pour favoriser la conciliation entre les locataires et les locateurs. En outre, elle veille, dans certaines circonstances, à la conservation du parc de logements et, dans ce cas, assure la protection des droits des locataires.

* Comprenant un crédit au net dont les modalités sont décrites à la suite de la présentation des programmes de ce portefeuille.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Élément 1	2006-2007	2005-2006
	(000 $)		
Rémunération	11 480,2	**11 480,2**	11 324,0
Fonctionnement	3 192,4	**3 192,4**	2 999,4
	14 672,6	**14 672,6**	14 323,4
Effectif total	219	**219**	224
Budget d'investissements			
Immobilisations	250,0	**250,0**	206,8
	250,0	**250,0**	206,8

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits de ce programme peut être reporté en 2007-2008, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2006-2007, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter, en excluant la partie « Investissements ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ce programme sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance.

Affaires municipales et Régions

Crédit au net

	2006-2007	2005-2006
	(000 $)	
Programme 8 - Régie du logement		
Dépenses du programme (excluant amortissement)	**14 437,6**	14 113,2
Moins : Revenus associés au crédit au net	**3 100,0**	3 100,0
Crédit au net	**11 337,6**	11 013,2

Ce crédit au net, qui vise à donner suite à une entente de gestion intervenue entre la ministre responsable et le Conseil du trésor, concerne les activités de la Régie du logement dont la mission consiste à décider des litiges, à informer les locataires et les locateurs sur leurs droits et obligations découlant du bail et à favoriser la conciliation entre ceux-ci. Les revenus associés à ce crédit proviennent de la tarification des activités de règlement des litiges.

Dans la mesure où le montant du crédit au net n'est pas dépassé, une augmentation de revenus donne droit à une hausse du crédit de ce programme d'un montant équivalent aux revenus qui excèdent 3 100 000 $.

Affaires municipales et Régions

Programme	2007-2008 Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	2006-2007 Crédits
			(000 $)		
8. Régie du logement	14 520,8	230,0	250,0	**14 540,8**	13 673,1
Moins :					
Crédits reportés				**-**	2,7
Crédit à voter				**14 540,8**	13 670,4

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	2007-2008	2006-2007
	(000 $)	
Rémunération	**11 329,6**	10 489,4
Fonctionnement	**3 191,2**	3 163,7
Total	**14 520,8**	13 653,1
Effectif du programme	**200**	201
Effectif total	**200**	201
Budget d'investissements		
Immobilisations	**250,0**	250,0
Total	**250,0**	250,0

Programme 8
Régie du logement

Élément	2007-2008				2006-2007
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 $)		
1. Régie du logement	14 520,8	230,0	250,0	**14 540,8**	13 673,1
Moins :					
Crédits reportés					
Loi n° 1 sur les crédits, 2005-2006 (2005, c. 9)				-	2,7
Crédit à voter*				**14 540,8**	13 670,4

En vertu de ce programme, la Régie du logement dispose des ressources pour décider des litiges qui lui sont soumis par une partie au bail d'un local d'habitation, pour informer les citoyens des droits et obligations découlant d'un bail et pour favoriser la conciliation entre les locataires et les locateurs. En outre, elle veille, dans certaines circonstances, à la conservation du parc de logements et, dans ce cas, assure la protection des droits des locataires.

* Comprenant un crédit au net dont les modalités sont décrites à la suite de la présentation des programmes de ce portefeuille.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Élément 1	2007-2008	2006-2007
	(000 $)		
Rémunération	11 329,6	**11 329,6**	10 489,4
Fonctionnement	3 191,2	**3 191,2**	3 163,7
	14 520,8	**14 520,8**	13 653,1
Effectif total	200	**200**	201
Budget d'investissements			
Immobilisations	250,0	**250,0**	250,0
	250,0	**250,0**	250,0

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits de ce programme peut être reporté en 2008-2009, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2007-2008, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter, en excluant la partie « Investissements ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ce programme sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance.

Crédit au net

		2007-2008	2006-2007
		(000 $)	
Programme 8 - Régie du logement			
	Dépenses du programme (excluant amortissement)	**14 290,8**	13 423,1
Moins :	Revenus associés au crédit au net	**3 100,0**	3 100,0
	Crédit au net	**11 190,8**	10 323,1

Ce crédit au net, qui vise à donner suite à une entente de gestion intervenue entre la ministre responsable et le Conseil du trésor, concerne les activités de la Régie du logement dont la mission consiste à décider des litiges, à informer les locataires et les locateurs sur leurs droits et obligations découlant du bail et à favoriser la conciliation entre ceux-ci. Les revenus associés à ce crédit proviennent de la tarification des activités de règlement des litiges.

Dans la mesure où le montant du crédit au net n'est pas dépassé, une augmentation des revenus donne droit à une hausse du crédit de ce programme d'un montant équivalent aux revenus qui excèdent 3 100 000 $.

2. ORGANIGRAMME DE L'ORGANISME EN INDIQUANT POUR CHAQUE POSTE LE NOM ET LE TITRE DU TITULAIRE, INCLUANT LE NUMÉRO DE TÉLÉPHONE

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

3. PUBLICATIONS DE LA RÉGIE DU LOGEMENT EN 2006-2007 AINSI Q'UNE COPIE DE LA DÉCLARATION DE SERVICES AUX CITOYENS

DESCRIPTION	GENRE	CONCEPTION RÉDACTION GRAPHISME	TIRAGE	COÛT	FOURNISSEUR	DISTRIBUTION
COPROPRIÉTÉ (AFFICHE)	affiche	RDL	320	975,00 $	Sérigraphie Sédid'art inc.	bureaux RDL
AVIS D'INTENTION (F)	formulaire 3 parties					bureaux RDL
AVIS D'INTENTION (A)	formulaire 3 parties					
OFFRE DE VENTE (F)	formulaire 3 parties					
OFFRE DE VENTE (A)	formulaire 3 parties					
COMMENT S'ENTENDRE (CALCUL)	formulaire/dépliant	RDL	25000	1 435,50 $	Imprimerie Vitray inc.	bureaux RDL / Services-Québec
HOW TO AGREE (CALCUL)	formulaire/dépliant	RDL	8000	459,36 $	Imprimerie Vitray inc.	bureaux RDL / Services-Québec
LA CONVERSION EN COPROPRIETE DIVISE...ET LES LOCATAIRE	dépliant	RDL	5000	486,00 $	Imprimerie Marc Boîteau	bureaux RDL
UNDIVIDED CO-OWNERSHIP...AND THE TENANTS	dépliant					
FEUILLET SUR LES FRAIS EXIGIBLES (FRANÇAIS) (interne)	feuillet					
FEUILLET SUR LES FRAIS EXIGIBLES (ANGLAIS) (interne)	feuillet					
CONVENTION ENTRE COLOCATAIRE (interne)	dépliant					
CONVENTION BETWEEN CO-LESSEE (interne)	dépliant					
EXÉCUTER OU CONTESTER UNE DÉCISION DE LA RDL	feuillet	RDL	75,000 75000	2 097,00 $ 2 092,50 $	CopiExpress Imprimerie Joseph Clermont inc.	bureaux RDL
EXÉCUTING OR CONTESTING A RDL DECISION	feuillet					
COMMENT SIGNIFIER UNE DEMANDE	feuillet	RDL	12000	280,00 $	CopiExpress	
HOW TO SERVE AN APPLICATION	feuillet	RDL	5000	110,00 $	Imprimerie Art Graphique Québec inc.	

3. PUBLICATIONS DE LA RÉGIE DU LOGEMENT EN 2006-2007 AINSI Q'UNE COPIE DE LA DÉCLARATION DE SERVICES AUX CITOYENS

DESCRIPTION	GENRE	CONCEPTION RÉDACTION GRAPHISME	TIRAGE	COÛT	FOURNISSEUR	DISTRIBUTION
DÉSIGNATION LÉGALE DU LOCATEUR ET DU LOCATAIRE	feuillet					
LEGAL DESIGNATION LESSORS AND LESSEES	feuillet					
COMMENT SE PRÉPARER A UNE AUDIENCE	feuillet	RDL	5000	174,00 $	CopiExpress	
HOW TO PREPARE FOR A HEARING	feuillet					
LA RECONDUCTION DU BAIL	dépliant					
RENEWING THE LEASE OF A DWELLING	dépliant					
ACCÈS AU LOGEMENT ET LA VISITE	Feuillet	RDL	10000 10000	342,60 $ 476,20 $	Imprimerie Laurentide inc. Imprimerie Art Graphique inc.	bureaux RDL / Services-Québec
ACCESS TO THE DWELLING	Feuillet	RDL	10000 5000 5000	558,00 $ 238,10 $ 171,30 $	Imprimerie Sociale Ltée. Imprimerie Art Graphique inc. Imprimerie Laurentide inc.	bureaux RDL / Services-Québec
LE BRUIT	Feuillet	RDL	10000 10000 10000	342,60 $ 558,00 $ 476,20 $	Imprimerie Laurentide inc. Imprimerie Sociale inc. Imprimerie Art Graphique inc.	bureaux RDL / Services-Québec
NOISE	Feuillet	RDL	5000 5000	171,30 $ 238,10 $	Imprimerie Laurentide inc. Imprimerie Art Graphique inc.	bureaux RDL / Services-Québec
LE PAIEMENT DU LOYER	Feuillet	RDL	15000 15000	513,90 $ 714,30 $	Imprimerie Laurentide inc. Imprimerie Art Graphique inc.	bureaux RDL / Services-Québec
RENT PAYMENT	Feuillet	RDL	5000 5000 5000	695,00 $ 238,10 $ 171,30 $	Imprimerie HGL Imprimerie Art Graphique inc. Imprimerie Laurentide inc.	bureaux RDL / Services-Québec
PROBLEMES DE CHAUFFAGE	Feuillet	RDL	5000 10000	171,30 $ 476,20 $	Imprimerie Laurentide inc. Imprimerie Art Graphique inc.	bureaux RDL / Services-Québec
HEATING PROBLEMS	Feuillet	RDL	5000 5000	171,30 $ 238,10 $	Imprimerie Laurentide inc. Imprimerie Art Graphique inc.	
RÉPARATIONS URGENTES ET NÉCESSAIRES	Feuillet	RDL	10000 10000	342,60 $ 476,20 $	Imprimerie Laurentide inc. Imprimerie Art Graphique inc.	bureaux RDL / Services-Québec
URGENT AND NECESSARY REPAIRS	Feuillet	RDL	5000 5000	171,30 $ 238,10 $	Imprimerie Laurentide inc. Imprimerie Art Graphique inc.	
REPRISE DE POSSESSION	Feuillet	RDL	10000 10000 10000	342,60 $ 647,50 $ 476,20 $	Imprimerie Laurentide inc. Imprimerie Vitray Imprimerie Art Graphique inc.	bureaux RDL / Services-Québec
REPOSSESSION	Feuillet	RDL	5000 5000	171,30 $ 238,10 $	Imprimerie Laurentide inc. Imprimerie Art Graphique inc.	bureaux RDL / Services-Québec

3. PUBLICATIONS DE LA RÉGIE DU LOGEMENT EN 2006-2007 AINSI Q'UNE COPIE DE LA DÉCLARATION DE SERVICES AUX CITOYENS

DESCRIPTION	GENRE	CONCEPTION RÉDACTION GRAPHISME	TIRAGE	COÛT	FOURNISSEUR	DISTRIBUTION
TRAVAUX MAJEURS	Feuillet	RDL	10000 5000 7000	342,60 $ 695,00 $ 333,34 $	Imprimerie Laurentide inc. Imprimerie HGL Imprimerie Art Graphique inc.	bureaux RDL / Services-Québec
MAJOR WORK	Feuillet	RDL	5000 5000	171,30 $ 238,10 $	Imprimerie Laurentide inc. Imprimerie Art Graphique inc.	bureaux RDL / Services-Québec
CÉDER SON BAIL OU SOUS-LOUER	Feuillet	RDL	10000 10000 11000	342,60 $ 647,50 $ 523,82 $	Imprimerie Laurentide inc. Imprimerie Vitray Imprimerie Art Graphique inc.	bureaux RDL / Services-Québec
ASSIGNING YOUR LEASE OR SUBLETTING	Feuillet	RDL	5000 5000	171,30 $ 238,10 $	Imprimerie Laurentide inc. Imprimerie Art Graphique inc.	bureaux RDL / Services-Québec
LA COLOCATION	Feuillet	RDL	10000 5000	342,60 $ 238,10 $	Imprimerie Laurentide inc. Imprimerie Art Graphique inc.	bureaux RDL / Services-Québec
JOINT TENANCY	Feuillet	RDL	5000	171,30 $	Imprimerie Laurentide inc.	bureaux RDL / Services-Québec
CONTESTER UNE DÉCISION DU TRIBUNAL	Feuillet	RDL	15000	513,90 $	Imprimerie Laurentide inc.	bureaux RDL / Services-Québec
CONTESTING A DECISION OF THE TRIBUNAL	Feuillet	RDL	5000 5000	171,30 $ 279,00 $	Imprimerie Laurentide inc. Imprimerie Sociale Ltée.	bureaux RDL / Services-Québec
EXÉCUTER UNE DÉCISION DU TRIBUNAL	Feuillet	RDL	15000	513,90 $	Imprimerie Laurentide inc.	bureaux RDL / Services-Québec
EXECUTING A DECISION OF THE TRIBUNAL	Feuillet	RDL	5000 5000	171,30 $ 238,10 $	Imprimerie Laurentide inc. Imprimerie Art Graphique inc.	bureaux RDL / Services-Québec
CONV. D'UN IMMEUBLE EN COPRO. DIVISE (PROP. OCC.)	guide					
CONV. PROP. TO DIVIDED CO-OWNERSHIP (OCC. OWNER)	guide					
CONV. D'UN IMMEUBLE EN COPRO. DIVISE	guide					
CONV. PROP. TO DIVIDED CO-OWNERSHIP	guide					
ENSEMBLE IMMOBILIER	guide					
HOUSING COMPLEX	guide					
AVIS D'ABANDON DU LOGEMENT	guide	RDL				bureaux RDL
NOTICE OF ABANDONMENT OF THE DWELLING	guide	RDL	5000	110,00 $	Imprimerie Art Graphique Québec inc.	bureaux RDL
AVIS DE CESSION DE BAIL	avis	RDL	15000	330,00 $	Imprimerie Art Graphique Québec inc.	bureaux RDL

3. PUBLICATIONS DE LA RÉGIE DU LOGEMENT EN 2006-2007 AINSI Q'UNE COPIE DE LA DÉCLARATION DE SERVICES AUX CITOYENS

DESCRIPTION	GENRE	CONCEPTION RÉDACTION GRAPHISME	TIRAGE	COÛT	FOURNISSEUR	DISTRIBUTION
NOTICE TO ASSIGN THE LEASE	avis	RDL				bureaux RDL
AVIS EN CAS DE CESSATION DE COHABITATION	avis					
NOTICE REGARDING THE CESSATION OF COHABITATION	avis					
AVIS EN CAS DE DÉCÈS DU LOCATAIRE	avis	RDL				bureaux RDL
NOTICE REGARDING THE DEATH OF THE TENANT	avis					
AVIS DE DÉPÔT DE LOYER	avis	RDL				bureaux RDL
NOTICE OF RENT DEPOSIT	avis					
AVIS D'AUGMENTATION DE LOYER ET DE MODIFICATION D'UNE AUTRE CONDITION DU BAIL	avis	RDL	20000	511,00 $	Imprimerie Sociale Ltée.	bureaux RDL
NOTICE OF RENT INCREASE AND MODIFICATION OF ANOTHER CONDITION OF THE LEASE	avis	RDL	5000	435,00 $	Imprimerie Joseph Clermont inc.	bureaux RDL
AVIS DE NON-RECONDUCTION DU BAIL PAR LE LOCATAIRE	avis	RDL	5000	237,00 $	Impression 03 inc. (Les)	bureaux RDL
NOTICE OF NON-RENEWAL OF THE LEASE BY THE TENANT	avis					
AVIS DE RÉPARATION OU D'AMÉLIORATION MAJEURE	avis	RDL	5000	261,00 $	CopiXpress inc.	bureaux RDL
NOTICE OF MAJOR IMPROVEMENTS OR REPAIRS	avis	RDL				bureaux RDL
AVIS DE REPRISE DU LOGEMENT	avis	RDL	6000	189,00 $	Imprimerie Art Graphique Québec inc.	bureaux RDL
NOTICE OF REPOSSESSION	avis					
RÉPONSE DU LOCATAIRE À UN AVIS D'AUGMENTATION ET DE MODIFICATION D'UNE AUTRE CONDITION DU BAIL	avis	RDL	16000	408,80 $	Imprimerie Sociale Ltée.	bureaux RDL
TENANT'S REPLY TO A NOTICE OF RENT INCREASE AND MODIFICATION OF ANOTHER CONDITION OF THE LEASE	avis					

3. PUBLICATIONS DE LA RÉGIE DU LOGEMENT EN 2006-2007 AINSI Q'UNE COPIE DE LA DÉCLARATION DE SERVICES AUX CITOYENS

DESCRIPTION	GENRE	CONCEPTION RÉDACTION GRAPHISME	TIRAGE	COÛT	FOURNISSEUR	DISTRIBUTION
RÉPONSE À UN AVIS DE REPRISE DU LOGEMENT	avis	RDL				bureaux RDL
REPLY TO A NOTICE OF REPOSSESSION	avis					
AVIS DE RÉSILIATION DU BAIL SUITE À ...LOYER MODIQUE	avis					
NOTICE OF RESILIATION OF LEASE DUE...LOW-RENTAL HOUSING	avis					
AVIS DE RÉSILIATION DU BAIL ...CENTRE D'HÉBERGEMENT	avis	RDL				bureaux RDL
NOTICE OF RESILIATION OF LEASE ...RESIDENTIAL	avis					
AVIS DE SOUS-LOCATION DU LOGEMENT	avis					
NOTICE TO SUBLET THE DWELLING	avis					
AVIS D'ÉVICTION POUR SUBDIVISION...	avis	RDL				bureaux RDL
NOTICE OF EVICTION TO DIVIDE THE DWELLING...	avis					
ÉCRIT CONSTATANT LES MODIFICATIONS AU BAIL...	avis	RDL				bureaux RDL
WRITING EVIDENCING THE MODIFICATIONS...	avis					
CONTRAT DE CESSION DE BAIL	contrat	RDL	15000	383,25 $	Imprimerie Sociale Ltée.	bureaux RDL
ASSIGNMENT OF LEASE AGREEMENT	contrat					
AVIS DE RÉSILIATION DU BAIL EN RAISON DE VIOLENCE CONJUGALE OU D'AGRESSION À CARACTÈRE SEXUEL	avis	RDL	5000	230,00 $	CopiXpress inc.	bureaux RDL
NOTICE OF RESILIATION OF LEASE BECAUSE OF SPOUSAL VIOLENCE OR SEXUAL AGRESSION	avis	RDL	5000	230,00 $	CopiXpress inc.	bureaux RDL
TOTAL DES PUBLICATIONS				27 843,37 $		

4. LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC DEPUIS LE 1ER AVRIL 2006

OTTAWA

Date : Du 11 au 13 juin 2006

But du voyage : 22e congrès annuel du Conseil des Tribunaux Administratifs Canadiens (CTAC) ayant comme thème « *Vers un tribunal administratif intégré : du concept à la réalité* ».

Coûts : 5 376 $ (inscription hébergement, repas et transport)

Personnes rencontrées : Membres du CTAC

Participants :
Maître France Desjardins, présidente
Maître. Daniel Laflamme, vice-président
Maître Luc Harvey, régisseur
M. Sylvain Gendreau. directeur de l'administration, de la planification stratégique et du développement

Maître France Desjardins a coprésidé la Table ronde sur le logement et animé la partie portant sur le système de résolution des conflits entre locataires et propriétaires

Monsieur Sylvain Gendreau, a agit à titre de conférencier dans le cadre de l'atelier sur La Gouvernance «Relations entre les membres du tribunal et de l'administration »

Bilan : Le congrès ayant pour thème : *Vers un tribunal administratif intégré : du concept à la réalité*, offre aux membres une occasion unique d'enrichissement de leurs connaissances. Élargir leurs horizons sur les questions juridiques, administratives et techniques qui se posent dans le cadre de la justice administrative au Canada.

5. ENTENTES SIGNÉES ET/OU ANNONCÉES LORS DE MISSIONS À L'ÉTRANGER

Sans objet

6. SOMMES DÉPENSÉES POUR LES VOYAGES EN AVION OU EN HÉLICOPTÈRE DE CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES ET DES MEMBRES DES CABINETS MINISTÉRIELS AU QUÉBEC ET À L'ÉTRANGER

Sans objet

7. LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ (INCLUANT SUR INTERNET) ET DES ARTICLES PROMOTIONNELS

Sans objet

8. LISTE DES SONDAGES ET GROUPES DE DISCUSSIONS EFFECTUÉS DURANT L'EXERCICE FINANCIER 2006-2007 À LA DEMANDE DES CABINETS, DES MEMBRES DU CONSEIL DES MINISTRES, MINISTÈRES, ORGANISMES, SOCIÉTÉS, RÉGIES ET COMMISSIONS QUI S'Y RATTACHENT

Sans objet

9. LISTE DES ÉTUDES COMMANDÉES À L'EXTÉRIEUR OU À L'INTÉRIEUR DURANT L'EXERCICE FINANCIER 2006-2007

Aucune étude n'a été commandée en 2006-2007.

Les travaux concernant l'étude sur **la caractérisation et l'analyse de la situation des logements en copropriété divise dans la région de Montréal** ont été finalisés en cours d'exercice. Cette étude était financée conjointement par la Régie du logement, la Société d'habitation du Québec (SHQ), le Ministère des Affaires municipales et des Régions, la Société canadienne d'hypothèques et de logement et la Ville de Montréal. Selon l'entente conclue avec la SHQ, chaque organisme partenaire a accepté d'assumer, jusqu'à concurrence de 24 000 $, une part de 20 % du montant qui sera versé aux consultants pour la fourniture des services professionnels requis, au montant maximal de 120 000 $.

La Régie a effectué deux versements en 2003-2004 totalisant 15 770 $ et a enregistré un compte à payer estimé en 2004-2005 pour le solde de 8 320 $ qu'elle a déboursé lors de la production du rapport final en septembre 2006.

10. LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 $ OCTROYÉS EN 2006-2007

Centres d'achats Beauward ltée — **3 596 $**

Contrat de services de gardiennage.

CNW Telbec — **135 $**

Contrat de service pour émettre les communiqués de presse.

Communication Demo inc. — **10 820 $**

Service de lecture de la presse écrite prenant forme d'une revue de presse.

Conseillers en gestion et informatique CGI inc. — **2 882 $**

Contrat pour l'obtention de documents relatifs à la paie sur différents supports (papier ou électronique).

Les Consultants Longpré & Associés inc. — **8 770 $**

Contrat de services professionnels pour des services en relation d'aide et des services de soutien nécessaires au fonctionnement du programme d'aide aux employés.

Corporation d'affacturage J.D. — **429 $**

Contrat de services de gardiennage.

Direction générale des solutions d'affaires en gestion intégrée des ressources ((DGSAGIR) — **1 720 $**

Contrat pour l'utilisation des systèmes informatiques du CCGP soit :
-SADE (suivi des activités de développement)
-GEREV (gestion des retraites volontaires)

Direction générale des solutions d'affaires en gestion intégrée des ressources ((DGSAGIR) — **7 597 $**

Contrat pour l'utilisation des systèmes informatiques du DGSAGIR soit :
-SAGIP (système automatisé de gestion des informations du personnel).

10. LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 $ OCTROYÉS EN 2006-2007

Dunton Rainville, S.E.N.C. **40 154 $**

Contrats de services professionnels pour représenter la Régie du logement devant les tribunaux supérieurs dans le cours de requêtes en révision judiciaire et d'une requête introductive d'instance en jugement déclaratoire.

Elliptik communication **2 890 $**

Contrat pour une formation en relations de presse.

Frisco Bay **3 289 $**

Contrat d'entretien pour le système de service prioritaire PSS.

Garda **10 948 $**

Contrat de services de gardiennage.

Gestar, Inc. **871 $**

Contrat d'entretien du système DOCUMENTIK.

IBM Canada ltée. **10 439 $**

Contrat du plan de relève de l'ordinateur central (AS/400).

IMEX **15 176 $**

Contrat de services professionnels pour la traduction de décisions.

IPAS, Investigation protection accès sécurité inc. **9 563 $**

Contrat de services de gardiennage.

Jobidon Denis **798 $**

Contrat pour l'expertise médicale d'employé.

Lozeau L'Africain **590 $**

Contrat de services professionnels pour représenter les régisseurs de la Régie du logement devant le Conseil de la justice administrative.

10. LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 $ OCTROYÉS EN 2006-2007

Nettoyage technivapeur **2 910 $**

Contrat pour le nettoyage des chaises de salles d'attente.

Paradis Lemieux, Francis, S.E.N.C. **2966 $**

Contrat pour la préparation et l'animation d'un atelier sur la rédaction de décisions.

Paradis, Lemieux, Françis, S.E.N.C. **8 786 $**

Contrats de services professionnels pour représenter la Régie du logement devant les tribunaux supérieurs dans le cours d'une requête en révision judiciaire et pour jugement déclaratoire recherchant l'invalidité d'un règlement.

PJJ productions inc. **1 500 $**

Contrat de services de programme d'enregistrement de messages francophones pour l'attente téléphonique incluant la location d'un diffuseur numérique.

Poste Canada **3 150 $**

Contrat pour le droit d'utilisation de la banque de données des codes postaux du Canada

Productions V.I.P. **1 439 $**

Contrat de services de programme d'enregistrement de messages francophones pour l'attente téléphonique incluant la location d'un diffuseur numérique.

Regain groupe conseil inc. **1 800 $**

Contrat de services pour l'animation d'un atelier de formation en mobilisation d'équipe.

Serge Roy **23 803 $**

Contrat pour services conseils en matière de gestion des ressources humaines, financières, matérielles et informationnelles et pour la mise en oeuvre du centre de services partagés au sein du portefeuille Affaires municipales et Régions

10. LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 $ OCTROYÉS EN 2006-2007

Sieur de Bleury **1 620 $**

Contrat pour le service d'entretien des plantes.

SMA Société de mathématiques appliquées inc. **2 072 $**

Contrat pour le service de diffusion et d'entretien de VIXIT.

La société d'avocats Garneau, Verdon, Michaud, S.E.N.C **5 756 $**

Contrats de services professionnels pour représenter les régisseurs de la Régie du logement devant le Conseil de la justice administrative.

Sungard, services de continuité des affaires (Canada) ltée **9 892 $**

Contrat de services de rétablissement de l'ordinateur central (AS/400).

Trudel, Nadeau, avocats SENC **4 836 $**

Contrats de services professionnels pour représenter les régisseurs de la Régie du logement devant le Conseil de la justice administrative.

11. LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 $ OU DE PLUS DE 25 000 $ OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE, UN CABINET MINISTÉRIEL OU UN ORGANISME EN 2006-2007 À UNE FIRME DE RELATIONS PUBLIQUES

La réponse à cette question est incluse dans la réponse à la question 10.

12. POUR LE CABINET MINISTÉRIEL, MONTANT POUR L'ANNÉE 2006-2007, DE CHACUNE DES DÉPENSES SUIVANTES

Sans objet

13. POUR LA RÉGIE DU LOGEMENT, MONTANT POUR L'ANNÉE 2006-2007, DE CHACUNE DES DÉPENSES SUIVANTES

Catégorie :	Coût 2006-2007
- Photocopie :	51 291 $
- Téléphonie cellulaire et coût d'utilisation :	6 503 $
- Ordinateurs portables :	0 $
- Téléavertisseurs :	0 $
- Mobilier de bureau :	15 907 $
- Distributeurs d'eau de source :	4 189 $
- Remboursement des frais de transport :	190 577 $
- Remboursement des frais d'hébergement et des frais de repas :	160 500 $
- Ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :	
i. au Québec : [1]	
- frais de voyage :	26 714 $
- frais d'inscription :	39 971 $
ii. à l'extérieur du Québec : [1]	
- frais de voyage :	2 648 $
- frais d'inscription :	2 728 $

[1] Incluant les frais de transport, de repas et d'hébergement déjà considérés sous ces rubriques.

14. NOMBRE ET RÉPARTITION, PAR TRANCHE D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI AU 31 MARS 2007

Catégorie d'emploi	Sexe		Total et % de l'effectif	- 35 ans	35 ans et plus	Personnes handicapées	Anglophones	Autochtones	Communautés culturelles
	Hommes	Femmes							
Cadres	4 80,0 % [3]	1 20,0 % [3]	5 2,6 %		5 100 %				1 20,0 %
Professionnels	10 52,6 % [3]	9 47,4 % [3]	19 9,8 % [4]	2 10,5 %	17 89,5 %				2 10,5 % [3]
Fonctionnaires	39 23,1 % [3]	130 76,9 % [3]	169 87,6 % [4]	18 10,7 %	151 89,3 %	12 7,1 % [3]	1 0,6 % [3]	1 0,6 % [3]	14 8,3 % [3]
Total de l'effectif régulier [1] et occasionnel	53 27,5 % [4]	140 72,5 % [4]	193 81,8 % [5]	20 10,4 %	173 89,6 %	12 6,2 % [4]	1 0,5 % [4]	1 0,5 % [4]	17 8,8 % [4]
Hors cadres [2]	18 41,9 % [3]	25 58,1 % [3]	43 18,2 % [5]	1 2,3 %	42 97,7 %				2 4,7 % [3]
Total de l'effectif global	71 30,0 % [5]	165 70,0 % [5]	236 100 %	21 8,9 %	215 91,1 %	10 4,2 % [5]	1 0,4 % [5]	1 0,4 % [5]	19 8,1 % [5]

1 Nommé et rémunéré selon la Loi sur la fonction publique
2 Personnel de la haute direction et régisseurs
3 Pourcentage par catégorie d'emploi
4 Pourcentage de l'effectif régulier
5 Pourcentage de l'effectif global

15. NOMBRE DE JOURS DE CONGÉ DE MALADIE ET DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL ET NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE POUR 2006-2007

CATÉGORIE D'EMPLOI : DIRIGEANTS ET MEMBRES D'ORGANISMES

2006-2007	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Janv.	Fév.	Mars
Nombre de jours de congé de maladie (1)	5	5	2	0	2	1	0	11	27	30	20	22
Nombre de jours de vacances	14	10	48	99	231	49	8	10	0	45	15	28
Nombre de plaintes pour harcèlement psychologique	AUCUNE PLAINTE											

CATÉGORIE D'EMPLOI : PERSONNEL D'ENCADREMENT

2006-2007	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Janv.	Fév.	Mars
Nombre de jours de congé de maladie (1)	1	1	1	0	0	1	1	1	1	2,5	,5	0
Nombre de jours de vacances	2	8	14,5	20	28	2,5	,5	0	3	8,5	0	0
Nombre de plaintes pour harcèlement psychologique	AUCUNE PLAINTE											

(1) **Période en assurance traitement incluse**

15. NOMBRE DE JOURS DE CONGÉ DE MALADIE ET DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL, NOMBRE D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES ET NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE POUR 2006-2007

CATÉGORIE D'EMPLOI : PERSONNEL FONCTIONNAIRE

2006-2007	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Janv.	Fév.	Mars
Nombre de jours de congé de maladie (1)	271,5	281	314	352	351,5	343,5	373	382,5	306	387,5	374	270,5
Nombre de jours de vacances	138,5	160,5	240	691,5	983	256	141	128,5	215,5	190,5	78,5	14
Nombre d'heures supplémentaires • effectuées	160,68	181,95	209,19	183,75	140,17	90,16	162,22	166,8	73,3	134,22	149,2	45,73
• remboursées	51,25	52,97	94,29	76,5	33,08	45,14	73,14	67,89	43,16	67,32	83	31,74
• compensées	109,43	128,98	114,9	107,25	107,09	45,02	89,08	98,91	30,14	66,9	66,2	13,99
Nombre de plaintes pour harcèlement psychologique	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0

(1) **Période en assurance traitement incluse**

15. NOMBRE DE JOURS DE CONGÉ DE MALADIE ET DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL, NOMBRE D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES ET NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE POUR 2006-2007

CATÉGORIE D'EMPLOI : PERSONNEL PROFESSIONNEL

2006-2007	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Janv.	Fév.	Mars
Nombre de jours de congé de maladie (1)	,5	1	4,5	1,5	1,5	5,5	4,5	6	4	5,5	5,5	0
Nombre de jours de vacances	27	17,5	16,5	92	180,5	45,5	14	4	19,5	13	15	5
Nombre d'heures supplémentaires • effectuées	0	26,25	0	6	0	7	0	9	3,75	11,25	38,5	4
• remboursées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
• compensées	0	26,25	0	6	0	7	0	9	3,75	11,25	38,5	4
Nombre de plaintes pour harcèlement psychologique	AUCUNE PLAINTE											

(1) **Période en assurance traitement incluse**

16. EFFECTIF RÉGULIER PAR CATÉGORIES D'EMPLOI ET POUR 2004-2005, 2005-2006 ET 2006-2007 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2007-2008

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor.

17. LISTE DES BAUX POUR LES ESPACES LOUÉS DE LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU QUÉBEC POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2006-2007

La réponse à cette question sera transmise par le Ministère des Services gouvernementaux.

18. LISTE DES BAUX AUXQUELS LA SIQ A MIS FIN EN 2006-2007 ET PRÉVISIONS 2007-2008

La réponse à cette question sera transmise par le Ministère des Services gouvernementaux.

19. LISTE DES BAUX AUTRES QUE CEUX DE LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU QUÉBEC EN 2006-2007

EMPLACEMENT	SUPERFICIE M²	SUPERFICIE OCCUPÉE	SUPERFICIE INNOCUPÉE	COÛT	DURÉE	PROPRIÉTAIRE
SALABERRY-DE-VALLEYFIELD		-	-	6 000 $ soit 500 $ par mois	D'une durée indéterminée Entente entre la Régie du logement et la Cour municipale de Valleyfield	

20. COÛTS DE DÉMÉNAGEMENT, D'AMÉNAGEMENT ET TRAVAUX EFFECTUÉS DANS LES CABINETS MINISTÉRIELS ET DANS LEUR BUREAU DE CIRCONSCRIPTION DU 1ER AVRIL 2006 À CE JOUR

Sans objet

21. LISTE DU PERSONNEL DE CABINET DE CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES AU 1ER MAI 2007

Sans objet

22. LISTE DES SOMMES D'ARGENT VERSÉES EN 2006-2007 À MÊME LE BUDGET DISCRÉTIONNAIRE DU MINISTRE ET DU MINISTÈRE

Sans objet

23. LA VENTILATION DÉTAILLÉE DES BUDGETS DE DÉPENSES AFFÉRENTES AUX TRANSFERTS OBTENUS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL POUR L'EXERCICE FINANCIER 2006-2007

Sans objet

24. LISTE DU PERSONNEL EN DISPONIBILITÉ PAR CATÉGORIES D'EMPLOI

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor.

25. NOMBRE D'OCCASIONNELS MIS À PIED PAR CATÉGORIE D'ÂGE EN 2006-2007

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

26. MÉTHODOLOGIE EMPLOYÉE POUR EFFECTUER LA PLANIFICATION DES DÉPARTS À LA RETRAITE, DES EMBAUCHES ET DU RENOUVELLEMENT DES CONTRATS D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

27. LISTE DU PERSONNEL HORS STRUCTURE PAR CATÉGORIE D'EMPLOI, RÉMUNÉRÉ PAR L'ORGANISME QUI N'OCCUPE AUCUN POSTE DANS CET ORGANISME

Sans objet

28. LISTE DU PERSONNEL RÉMUNÉRÉ PAR LA RÉGIE ET AFFECTÉ À DES ORGANISMES PARAPUBLICS NON GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES

Sans objet

29. LISTE DU PERSONNEL RÉMUNÉRÉ PAR DES ORGANISMES PARAPUBLICS NON GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES ET AFFECTÉ À L'ORGANISME

Sans objet

30. LISTE DU PERSONNEL PAR CATÉGORIE D'EMPLOI QUI REÇOIT UNE DOUBLE RÉMUNÉRATION

Sans objet

31. LISTE DÉTAILLÉE DU MATÉRIEL INFORMATIQUE ACQUIS EN 2006-2007

Quantité	*Description*	*Dépenses*
Catégorie 8		
1	Câble pour KVM conversion option KCO	422 $
2	Caméra vidéo Internet	571 $
6	Carte réseau	812 $
9	Disque	519 $
8	Écran	2 201 $
9	Graveur de DVD	509 $
10	Haut parleurs	345 $
4	Interface Audio pour ordinateur	592 $
16	Mémoire	688 $
12	Microphone C680BL	1 968 $
14	Routeur	1 329 $
Total de la catégorie		***9 956 $***
Catégorie 67		
1	15" 1U Flat monitor console IBM	1 161 $
1	15" 2U Flat monitor console IBM	1 403 $
2	2X8 console manager local	3 648 $
3	Écran Intellitouche	3 199 $
1	IBM AS/400 M520	24 450 $
4	Imprimante IBM 4247-003	5 780 $
6	Imprimante laser Xérox 3500/DN	3 083 $
1	Imrprimante HP LJ 2420DN	1 350 $

31. LISTE DÉTAILLÉE DU MATÉRIEL INFORMATIQUE ACQUIS EN 2006-2007

Quantité	*Description*	*Dépenses*
18	Ordinateur Entreprise 945GTPLKR P4 #640J 3.2Ghz 512 Mo 80Go DVD 10/100/1000 17" Philips WinXP Pro HP	24 642 $
28	Ordinateur Entreprise 945GTPLKR P4 #930 DualCore 3.4Ghz 1Go 80Go DVD 10/100/1000 17" ACL WinXP Pro	34 340 $
14	Ordinateur Entreprise 945GTPLKR P4 #945 DualCore 3.4Ghz 1Go 80Go DVD 10/100/1000 17" ACL WinXP Pro	18 662 $
2	Ratelier 42U IBM	1 209 $
2	Serveur IBM SystemX x3650 Dual Core 5160 3.00Ghz	18 256 $
3	Serveur IBM X346 EMT64 3.2Ghz L2 2Mo	19 365 $
2	Switch Nortel 48 ports	11 104 $
1	ISA Serveur Standard V 2006 par porcesseurs (2)	2 212 $
1	Check point VPN-1 UTM Gateway 25 usagers	2 752 $
1	Check point UTM MGMT Gateway 3 sites 100 usagers	2 179 $
3	Dragon speaking V9 – juridique	5 072 $
1	Surfcontrol enterprise	11 445 $
1	Surfcontrol enterprise Email filter	11 445 $
1	Licences de court AS1/400	23 650 $
Total de la catégorie		***230 407 $***
Total de l'année		***240 363 $***

32. LISTE DE TOUS LES ABONNEMENTS ET LE COÛT DE CHACUN POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2006-2007

Juridique

Accès à l'information Express	178 $
Accès à l'information	463 $
Accès à l'information et protection des renseignements personnels.	430 $
Code de procédure civile Alter Ego	350 $
Annuaire de jurisprudence et recueil de jurisprudence du Québec x 7 exemplaires	3460 $
Cahiers de droit de l'Université Laval	0 $
Canadian Journal of Administration Law and Practice	275 $
Code civil du Québec Beaudoin et Renaud	300 $
Code civil du Québec et code de procédure civile x 50 exemplaires	4851 $
Code de procédure civil annoté et jurisprudence	155 $
Code municipal -Cités et villes x 2 - Lois du travail, Code criminel	297 $
Condominium Law and Administration (selon MAJ)	990 $
Contrôle judiciaire de l'action gouvernementale	702 $
Droit transitoire sources annoté	64 $
Droit de la personne et les relations de travail	198 $
Formulaire de procédure civile	50 $
Gazette officielle INTERNET partie 1 (français) et partie 2 (anglais)	
Gazette officielle INTERNET (Licence 7 postes) partie 2 (français)	1 013 $
Index to Canadian legal periodical literature	320 $
Jurisprudence Express 1 version électronique	356 $
Jurisprudence logement x 75 exemplaires	7 500 $
Lois refondues du Québec (selon MAJ)	848 $
Recueil de droit immobilier	221 $
Recueil des arrêts de la Cour suprême	285 $
Revue de droit de l'Université de Sherbrooke	17 $
Revue de droit de McGill	48 $
Revue juridique Thémis	48 $
Revue du Barreau	0 $
Revue générale de droit	65 $
Revue légale	280 $
Tableau des modifications et index sommaire des règlements	140 $
Droit civil en ligne (DCL)	2 775 $

32. LISTE DE TOUS LES ABONNEMENTS ET LE COÛT DE CHACUN POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2006-2007

Informatique

Iseries Network	149 $
Network Magazine	135 $

Économie

Affaires (Le journal) + Affaires Plus (magazine)	60 $
Revue de la Banque du Canada	13 $

Gestion

Sentences arbitrales de la fonction publique	125 $
Magazine Grafika	49 $
Le Courrier parlementaire (INTERNET – service quotidien)	950 $
Recueil des politiques de gestion (1 abonnement papier)	214 $

Communications

Bulletin de la ligue des propriétaires	25 $
Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU)	0 $
Bulletin de la Fédération des logements et habitations à loyer modique du Québec (FLHLMQ)	0 $
TOTAL :	**28 399 $**

33. POUR CHAQUE SITE INTERNET (INCLUANT CEUX DES ÉVÉNEMENTS PONCTUELS) ET CE, DEPUIS L'EXISTENCE DU SITE

La Régie du logement a un seul site Internet. Son adresse : http://www.rdl.gouv.qc.ca

- **Le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site :**

  La conception du site en production de mars 1999 à décembre 2002 a été faite par la compagnie Clickon Technologies dont le chargé de projet se nommait Jeff McDonald, en collaboration avec deux membres du personnel de la Régie.

  Il y a eu une première refonte du site amorcée au dernier trimestre de l'exercice 2001-2002 avec le concours de la firme Cognicase. La refonte a été poursuivie par le personnel de la Régie au cours de l'exercice 2002-2003 et sa mise en production a eu lieu en décembre 2002.

  Une deuxième refonte du site a été effectuée au cours de l'exercice 2006-2007 et son entrée en vigueur a eu lieu en décembre 2006. Il a été conçu à l'interne, à l'exception d'un étudiant embauché pour deux mois.

- **Les coûts de construction du site :**

  Le coût de construction du site en production de juin 1998 à décembre 2002 s'élève à 10 000 $. Le coût de la première refonte du site, mis en production en décembre 2002, s'élève à 24 740 $. La deuxième refonte du site a été réalisée par des ressources internes, à l'exception d'un étudiant embauché pour deux mois pour réaliser la conception graphique. Le coût de cette embauche s'est élevé à 2 700 $, auquel s'ajoute l'acquisition de photos dont les droits s'élèvent à moins de 1 000 $. Donc, le coût total de cette deuxième refonte s'élève à 3 700 $.

- **Le coût de l'entretien et de la mise à jour :**

  L'entretien du site et sa mise à jour sont effectués à l'interne.

- **Qui est responsable du contenu sur le site :**

  Pierre Marchand, agent de recherche et Webmestre.

- **Quelle est la fréquence moyenne de mises à jour :**

  Une moyenne de dix fois par mois. Toutefois, en janvier de chaque année, une mise à jour importante est faite puisqu'il faut refondre les documents visant à faciliter la négociation de la variation du loyer par les locataires et locateurs.

- **Le nombre de visiteurs (hits) par mois :**

Mois	Nombre total de visites (hits)
Avril 2006	81 993
Mai 2006	66 553
Juin 2006	61 725
Juillet 2006	54 940
Août 2006	60 993
Septembre 2006	60 262
Octobre 2006	68 051
Novembre 2006	70 396
Décembre 2006	60 571
Janvier 2007	125 836
Février 2007	142 462
Mars 2007	155 759

Source : NetTracker

- **Combien de fois le site a-t-il été refait ? Quel a été le coût ? Quels sont les critères qui ont justifié les changements ?**

Le site a été fait pour la première fois en 1996 : il contenait des renseignements fragmentaires sur la Régie.

La première véritable construction du site remonte à l'exercice 1998-1999, construction qui s'est terminée en mars 1999. L'objectif visé : amélioration du service d'information aux citoyens en matière de bail d'habitation en vue de favoriser l'harmonisation des relations entre locataires et propriétaires.

Une première refonte du site a débuté au dernier trimestre de l'exercice 2001-2002 avec le concours de la firme Cognicase et s'est poursuivie au cours de l'exercice 2002-2003 par le personnel de la Régie. La mise en production a eu lieu en décembre 2002. Le coût de 24 740$ a été assumé par Les Publications du Québec pour le compte de la Régie du logement. Les critères retenus pour justifier les changements sont les suivants : permettre à l'utilisateur d'avoir accès, dès la page d'accueil, à un plus grand nombre d'informations, de rubriques, de documents et de nouvelles du jour; faciliter la navigation pour permettre à l'utilisateur de trouver l'information recherchée en moins d'une minute; voir à ce que les pages du site soient organisées de manière cohérente et intuitive pour l'utilisateur.

La deuxième refonte du site a été ralisée au cours de l'exercice 2006-2007 par des ressources à l'interne, à l'exception d'un étudiant, embauché pour deux mois, qui a réalisé la conception graphique. Le coût de son embauche s'est élevé à 2 700$, auquel s'ajoute l'acquisition de photos dont les droits se situent à moins de 1000$. Le coût total de cette deuxième refonte s'élève donc à 3 700$.

Les critères visés pour cette deuxième refonte : une navigation simplifiée et améliorée, une visualisation allégée et une présentation graphique plus aérée. Ces critères simplifient et agrémentent l'exploitation du volet interactif du site. Ainsi les citoyens peuvent, avec davantage de facilité, faire un suivi de leurs dossiers en cours à la Régie et, le cas échéant, consulter et télécharger les décisions rendues dans ces dossiers. De plus, les avocats sont désormais en mesure d'indiquer de façon claire à la Régie des informations pertinentes dans les dossiers les concernant afin d'assurer une gestion optimale des rôles d'audience.

34. DÉPENSES EFFECTUÉES EN 2006-2007 DANS LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

Coûts reliés à :

Téléphonie	**449 616 $**
Matériel informatique	**13 757 $**
Logiciels	**85 593 $**
Programmation	*** 0 $**
Formation	**772 $**

* Réalisée à l'interne

35. ÉTAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX RELATIFS À L'ÉQUITÉ SALARIALE

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor.

36. LISTE ET COPIE DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS DANS LE CADRE DU PROCESSUS DE RÉINGÉNIERIE ET DE MODERNISATION DE L'ÉTAT

La réponse à cette question est incluse dans la réponse à la question 10.

37. LISTE ET COPIE DES SONDAGES COMMANDÉS DANS LE CADRE DU PROCESSUS DE RÉINGÉNIERIE DE L'ÉTAT

La réponse à cette question est incluse dans la réponse à la question 8.

38. TOUTES LES ÉTUDES COMMANDÉES EN 2006-2007 SUR LA PRIVATISATION OU L'IMPARTITION DE SERVICES GOUVERNEMENTAUX DÉJÀ OFFERTS OU DE NOUVEAUX SERVICES PUBLICS

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor.

39. SOLUTIONS PROPOSÉES DANS LE CADRE DES TRAVAUX PORTANT SUR LA RÉINGÉNIERIE DE L'ÉTAT À LA DEMANDE DU CONSEIL EXÉCUTIF, DU CONSEIL DU TRÉSOR OU DES COMITÉS FORMÉS PAR LE GOUVERNEMENT

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor.

40. LISTE DES SERVICES OCTROYÉS AU CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC AINSI QUE LES COÛTS ASSUMÉS PAR CHACUN DES MINISTÈRES OU ORGANISMES PUBLICS ET PARAPUBLICS POUR CES SERVICES

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Services gouvernementaux et ce, pour tous les ministères et organismes.

41. ÉCONOMIES RÉALISÉES PAR LES MINISTÈRES OU ORGANISMES PUBLICS ET PARAPUBLICS GRÂCE AU RECOURS AU CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Services gouvernementaux et ce, pour tous les ministères et organismes.

42. NOMBRE DE RÉUNIONS DES COMITÉS MINISTÉRIELS SUR L'ORGANISATION DU TRAVAIL

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

43. BUDGETS CONSACRÉS À LA SÉCURITÉ DE L'ORGANISME AINSI QU'À LEURS INSTALLATIONS (INTERNE OU PAR CONTRAT À L'EXTERNE) POUR 2006-2007

Coûts reliés à l'embauche d'**agents de sécurité** pour les bureaux situés aux adresses suivantes :

5199, rue Sherbrooke Est, Montréal	**44 722 $**
1425, boul. René-Lévesque Ouest, Montréal	**36 053 $**
29, rue Fabre, Valleyfield	**9 563 $**
1050, boul. Casavant Ouest, Saint-Hyacinthe	**3 596 $**
62, rue Saint-Jean-Baptiste, Victoriaville	**686 $**
Cour Municipale, Sherbrooke	**10 948 $**
Total :	**105 568 $**

Système d'air climatisée relié à une génératrice

En 2006-2007, un montant de 18 195 $ a été alloué pour l'installation d'un système d'air climatisée de secours relié à une génératrice pour la salle des serveurs de la Régie.

Coffre-fort

En 2006-2007, un montant de 264 $ a été alloué pour l'installation d'un coffre fort dans un des bureaux régionaux de la Régie.

Achats de matériel divers pour la sécurité du personnel

En 2006-2007, un montant de 1 910 $ a été alloué pour l'achat de matériel divers nécessaire pour assurer la sécurité du personnel de plusieurs bureaux de la Régie.

43. BUDGETS CONSACRÉS À LA SÉCURITÉ DE L'ORGANISME AINSI QU'À LEURS INSTALLATIONS (INTERNE OU PAR CONTRAT À L'EXTERNE) POUR 2006-2007

Sécurité informatique :

Dans le domaine de la sécurité informatique, en 2006-2007, la Régie a défrayé mensuellement un montant de 1 255$, payable à la Direction générale des technologies de l'information et des communications (DGTIC), concernant un contrat de location d'un « pix » de Cisco géré par le Centre d'assistance du gouvernement du Québec (CAGQ). La Régie prévoit de faire le même déboursé mensuel en 2007-2008.

De plus, pour assurer la maintenance de la sécurité, la Régie a fait l'achat en 2006-2007 d'équipements et de logiciels pour la somme de 20 122$ et a également loué des logiciels pour la somme de 7 630$. La Régie prévoit de faire ce même déboursé de location en 2007-2008 et 2008-2009.

44. TOUTE MODIFICATION À UNE DIRECTIVE EXISTANTE OU TOUTE NOUVELLE DIRECTIVE À L'ÉGARD DE LA CIRCULATION ET LA CONFIDENTIALITÉ DE L'INFORMATION AINSI QUE TOUTES SOMMES INVESTIES DANS L'APPLICATION DE CES MESURES

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet de règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels, la Régie aménagera dans les mois à venir un espace à son site Internet en vue de permettre aux citoyens de transmettre une demande d'information ou de documentation. Au cours de l'exercice 2006-2007, la Régie a procédé à un examen de sa documentation et en a estimé les coûts. Le total des coûts non récurrents s'élèverait à 4 540$ alors que le total des coûts récurrents s'établirait à 1 600$.

En outre, au cours de l'exercice 2006-2007, la Régie du logement a mis en vigueur sa *Directive de sécurité liée à l'utilisation des terminaux sans fil (du type Blackberry, Motorola "Q", ou autres).* Cette directive identifie les principes directeurs et précise la position de l'organisme relativement à la protection, aux échanges, au caractère confidentiel et à la conservation des informations.

45. LE NOMBRE ET LA NATURE DES GRIEFS FORMULÉS À L'ÉGARD DES POLITIQUES MINISTÉRIELLES VISANT À ASSURER LA CONFIDENTIALITÉ DES INFORMATIONS AINSI QUE LE NOMBRE DE SANCTIONS IMPOSÉES AUX EMPLOYÉS ET AUX CADRES À L'ÉGARD DE CES MÊMES POLITIQUES

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

46. NOMINATIONS, DEPUIS LE 1er MAI 2006, DE MANDATAIRES, ÉMISSAIRES, NÉGOCIATEURS, MÉDIATEURS, COMMISSAIRES, EXPERTS, ENQUÊTEURS

La réponse à cette question est incluse dans la réponse aux questions 10 et 11.

47. DÉPENSES EFFECTUÉES POUR LES TOURNÉES MINISTÉRIELLES DANS LES RÉGIONS DU QUÉBEC POUR 2006-2007

Aucune tournée ministérielle n'a été effectuée au cours de l'exercice 2006-2007.

48. MONTANTS DÉBOURSÉS EN 2005-2006 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2006-2007 POUR LES ÉTUDES, AVIS OU ACHAT DE MATÉRIEL POUR LA MISE EN PLACE DU GOUVERNEMENT EN LIGNE, LES CONTRATS OCTROYÉS ET LES ÉCHÉANCES PRÉVUES

Au cours de l'exercice 2006-2007, la Régie du logement n'a pas effectué de tels déboursés et elle ne prévoit pas de le faire au cours de l'exercice 2007-2008 sauf si le Service québécois d'authentification gouvernementale (SQAG) aménage une infrastructure à clés publiques avec signature. Les budgets nécessaires seraient alors consacrés à l'implantation d'un service de dépôt d'une demande en ligne avec le paiement des droits de greffe.

49. LISTE ET COPIE DE TOUS LES AVIS DEMANDÉS AU COMMISSAIRE AU LOBBYING PAR L'ORGANISME

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

50. LISTE ET COPIE DE TOUS LES AVIS DEMANDÉS À LA COMMISSION D'ACCÈS À L'INFORMATION

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

51. NOMBRE DE DEMANDE D'ACCÈS À L'INFORMATION POUR 2006-2007

La Régie a reçu 17 demandes d'accès à l'information en 2006-2007.

52. LISTE DE TOUS LES MANDATS CONFIÉS À CHAQUE ADJOINT PARLEMENTAIRE DES MEMBRES DU CONSEIL DES MINISTRES

Sans objet

53. NOMBRE D'ETC AUTORISÉ ET NON COMBLÉS DEPUIS FÉVRIER 2007

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

54. MONTANT DES CIBLES DE COMPRESSIONS FIXÉES PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR POUR FERMER L'ANNÉE 2006-2007 ET MESURES PRISES POUR ATTEINDRE CES CIBLES

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor.

55. MONTANT DES CIBLES DE COMPRESSIONS FIXÉES PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR POUR L'ANNÉE 2007-2008 ET MESURES PRISES POUR ATTEINDRE CES CIBLES

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor.

56. LISTE DES NOMINATION EFFECTUÉES PAR CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

57. LISTE AINSI QUE LES MONTANTS VERSÉS À CHACUN DES TRAITEURS AYANT FAIT AFFAIRES L'ORGANISME EN 2006-2007

Le montant total versé à différents traiteurs s'est élevé à 2 483 $ pour l'exercice financier 2006-2007.

58. PARTIES ACCESSIBLES AU PUBLIC DE TOUS LES MÉMOIRES AU CONSEIL DES MINISTRES QUI ONT UNE INCIDENCE SUR LES CRÉDITS BUDGÉTAIRES

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

RÉGIE DU LOGEMENT

ÉTUDE DES CRÉDITS
POUR
L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2007

TABLE DES MATIÈRES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

1. Nombre de régisseurs pour les années 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006 et 2006-2007

2. Liste des régisseurs actuellement en fonction

3. Nombre moyen de causes entendues par régisseur en 2002-2003, 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006 et 2006-2007

4. Délai moyen de chacune des causes entendues par les régisseurs

5. Liste des bureaux régionaux de la Régie du logement et leurs heures d'ouverture en 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006 et 2006-2007

6. Le nombre d'heures d'ouverture annuelle pour chacun des bureaux de la Régie du logement

7. Le nombre d'heures d'ouverture annuelle où les bureaux ont été effectivement ouverts pour chacun des bureaux de la Régie du logement

8. Le nombre d'heures d'ouverture perdues parce qu'il n'y avait plus d'employé(s) en 2004-2005, 2005-2006 et 2006-2007

9. Effectifs par bureau régional, par région, par famille d'emploi et par classes d'emploi pour les années 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006 et 2006-2007

10. Ventilation pour chacun des bureaux régionaux de la Régie du logement, au 31 mars 2006 et au 31 mars 2007

11. Nombre de bureaux régionaux relocalisés ou fermés en 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008

12. Motifs et raisons de ces fermetures et ventilation des économies réalisées ou prévues

Juin 2007

RÉGIE DU LOGEMENT

ÉTUDE DES CRÉDITS
POUR
L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2007

TABLE DES MATIÈRES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

13. Échéancier de la révision du mode de calcul de la Régie du logement en matière de fixation des loyers

14. Comparaison des bénéfices engendrés par la tarification des frais exigibles à la Régie du logement pour 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008

15. Statistiques sur les activités de la Régie par région

Juin 2007

1. NOMBRE DE RÉGISSEURS POUR LES ANNÉES 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006 et 2006-2007

2003-2004	34	(dont la présidente et le vice-président)
	7	greffiers spéciaux
2004-2005	34	(dont la présidente et le vice-président)
	7	greffiers spéciaux
2005-2006	34	(dont la présidente et le vice-président)
	7	greffiers spéciaux
2006-2007	43	(dont la présidente et le vice-président)
	7	greffiers spéciaux

2. LISTE DES RÉGISSEURS ACTUELLEMENT EN FONCTION

Adam, Serge
Barakatt, Jocelyn
Bernard, Gérald
Bertrand, Carole
Bibeault, Hélène
Bisson, Jean
Bissonnette, Christine
Bouchard, Chantale
Boucher, Linda
Champigny, Francine
Charbonneau, Ronald
Chicoyne, Hélène
Choinière, Gabrielle
Cloutier, Jacques
Courtemanche, Claire
De Palma, Luce
Desjardins, France [1]
Ducheine, Suzie
Dumont, Danielle
Fortin, Louise
Foucault, Line
Gagnier, André
Gagnon, Pierre C.
Gascon, Jocelyne
Giroux, Johanne
Gravel, Jocelyne
Harvey, Luc
Jodoin, Francine
Joly, Gilles
Laflamme, Daniel [2]
Landry, Marc
Lavigne, Marc
Leclerc, Micheline
Mailfait, Anne
Mercier, Dina
Moffatt, Éric Luc
Monty, André
Morin, Anne
Nobile, Rosario
Novello, Claudine
Santirosi, Marie-Louisa
Simard, Patrick
Thérien, Pierre

---

[1] Présidente
[2] Vice-président

3. NOMBRE MOYEN DE CAUSES ENTENDUES PAR LES RÉGISSEURS (ET GREFFIERS SPÉCIAUX) EN 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006 ET 2006-2007

Nombre d'audiences tenues par direction territoriale et par catégorie

	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007
Ensemble de la Régie	**77 156**	**78 848**	**79 205**	**79 134**
Non-paiement	41 999	42 412	43 890	44 615
Causes civiles générales	21 888	22 856	24 680	23 667
Révision	248	521	322	510
Fixation (greffiers spéciaux)	13 021	13 059	10 313	10 342
Direction territoriale de MLLL	**51 528**	**52 067**	**49 976**	**49 923**
Non-paiement	26 005	26 468	26 394	26 862
Causes civiles générales	14 367	14 535	15 266	14 462
Révision	205	478	229	427
Fixation (greffiers spéciaux)	10 951	10 586	8 087	8 172
Direction territoriale de l'Est	**10 025**	**10 608**	**11 402**	**11 029**
Non-paiement	5 616	5 855	6 337	6 285
Causes civiles générales	3 479	3 650	4 107	3889
Révision	22	11	37	38
Fixation (greffiers spéciaux)	908	1 092	921	817
Direction territoriale de l'Ouest	**15 603**	**16 173**	**17 827**	**18 182**
Non-paiement	10 378	10 089	11 159	11 468
Causes civiles générales	4 042	4 671	5 307	5 316
Révision	21	32	56	45
Fixation (greffiers spéciaux)	1 162	1 381	1 305	1 353

4. DÉLAI MOYEN DE CHACUNE DES CAUSES ENTENDUES PAR LES RÉGISSEURS ET LES GREFFIERS SPÉCIAUX

Délai moyen avant audience en l'absence de suspension, de remise et d'ajournement (en mois), par direction territoriale et par catégorie, pour les décisions rendues en 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006 et 2006-2007

		2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007
Ensemble de la Régie					
Non-paiement		1,3	1,3	1,4	1,4
Causes civiles générales	urgentes	1,3	1,5	1,5	1,5
	prioritaires	6,6	8,9	8,8	9,5
	générales	12,5	14,5	17,3	17,4
Révision		4,2	9,5	8,0	11,2
Fixation (greffiers spéciaux)		6,1	6,1	8,0	6,7
Direction territoriale de MLLL					
Non-paiement		1,2	1,1	1,4	1,3
Causes civiles générales	urgentes	1,2	1,4	1,5	1,4
	prioritaires	8,0	10,2	10,1	9,7
	générales	16,3	17,6	19,1	19,3
Révision		4,5	10,0	11,2	14,6
Fixation (greffiers spéciaux)		6,1	5,7	7,5	6,4
Direction territoriale de l'Est					
Non-paiement		1,3	1,3	1,3	1,4
Causes civiles générales	urgentes	1,6	1,4	1,5	2,0
	prioritaires	4,4	5,5	6,1	9,2
	générales	7,5	9,0	12,5	12,9
Révision		1,7	3,0	3,6	2,6
Fixation (greffiers spéciaux)		7,1	8,5	9,3	7,0
Direction territoriale de l'Ouest					
Non-paiement		1,5	1,5	1,6	1,4
Causes civiles générales	urgentes	1,5	1,9	1,9	1,8
	prioritaires	5,1	8,6	8,2	9,2
	générales	8,1	13,1	18,3	17,8
Révision		2,2	3,3	3,0	2,4
Fixation (greffiers spéciaux)		5,0	6,1	9,3	7,5

5. LISTE DES BUREAUX RÉGIONAUX DE LA RÉGIE DU LOGEMENT ET LEURS HEURES D'OUVERTURE EN 2004-2005, 2005-2006 ET 2006-2007

2004-2005

BAIE-COMEAU
625, boulevard Laflèche
Rez-de-chaussée, bureau 701
Baie-Comeau (Québec) G5C 1C5
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

DRUMMONDVILLE
1680, boulevard Saint-Joseph
2e étage
Drummondville (Québec) J2C 2G3
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

GASPÉ
96, Montée Sandy Beach
Bureau 1.05, 1er étage
Gaspé (Québec) G4X 2W4
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

GATINEAU
Édifice Jos-Montferrand
170, rue Hôtel-de-Ville
4e étage, bureau 4.100
Gatineau (Québec) J8X 4C2
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

GRANBY
77, rue Principale, bureau 1.26
Granby (Québec) J2G 9B3
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

JOLIETTE
450, rue Saint-Louis
Rez-de-chaussée, RC-11
Joliette (Québec) J6E 2Y8
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

LAVAL
2800, boulevard Saint-Martin Ouest
3e étage, bureau 3.10
Laval (Québec) H7T 2S9
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

LÉVIS
5130, boulevard de la Rive-Sud
Rez-de-chaussée
Lévis (Québec) G6V 4Z7
Lundis, mardis et mercrdis de 8h30 à 16h30
et les vendredis de 8 h 30 à 12h00
Toutefois, ce bureau est fermé le dernier mardi de chaque mois.

LONGUEUIL
Édifice Montval
201, place Charles-Lemoyne
Rez-de-chaussée
Longueuil (Québec) J4K 2T5
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

MONTRÉAL
VILLAGE OLYMPIQUE
Pyramide Ouest (D)
5199, rue Sherbrooke Est
Rez-de-chaussée, bureau 2077
Montréal (Québec) H1T 3X1
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

MONTRÉAL
CENTRE-VILLE / AUDIENCES
1425, boulevard René-Lévesque Ouest
Montréal (Québec) H3G 1T7
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

QUÉBEC
Place Québec
900, boulevard René-Lévesque Est
Rez-de-chaussée, bureau 120
Québec (Québec) G1R 2B5
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

RIMOUSKI
337, rue Moreault
Rez-de-chaussée, bureau 07
Rimouski (Québec) G5L 1P4
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

5. LISTE DES BUREAUX RÉGIONAUX DE LA RÉGIE DU LOGEMENT ET LEURS HEURES D'OUVERTURE EN 2004-2005, 2005-2006 ET 2006-2007

2004-2005 (suite)

RIVIÈRE-DU-LOUP
33, rue de la Cour, bureau 1.09
Rivière-du-Loup (Québec) G5R 1J1
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

ROBERVAL
755, boulevard Saint-Joseph
2e étage, bureau 2.13-A
Roberval (Québec) G8H 2L4
Les mercredis et jeudis de 9h00 à 16h00

ROUYN-NORANDA
255, avenue Principale
Rez-de-chaussée, bureau RC-02
Rouyn-Noranda (Québec) J9X 7G9
Les lundis, mardis et jeudis de 8h30 à 16h30

SAGUENAY
Arrondissement Jonquière
3950, boulevard Harvey,
Rez-de-chaussée, bureau 10
Saguenay (Québec) G7X 8L6
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

SAINT-HYACINTHE
600, avenue Sainte-Anne
Rez-de-chaussée
Saint-Hyacinthe (Québec) J2S 5G5
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

SAINT-JEAN
109, rue Saint-Charles, bureau RC-13
Saint-Jean (Québec) J3B 2C2
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

SAINT-JÉRÔME (Saint-Antoine)
500, boulevard des Laurentides
Bureau 1503-A
Saint-Antoine (Québec) J7Z 4M2
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

SALABERRY-DE-VALLEYFIELD
151, rue Salaberry Ouest, bureau 10
Salaberry-de-Valleyfield (Québec) J6T 2H8
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

SEPT-ÎLES
456, rue Arnaud, bureau 1.05
Sept-Îles (Québec) G4R 3B1
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

SHAWINIGAN
212, 6e Rue, RC-02
Shawinigan (Québec) G9N 8B6
Ouvert les mardis et jeudis de 8h30 à 16h30

SHERBROOKE
740, rue Galt Ouest
1er étage, bureau 105
Sherbrooke (Québec) J1H 1Z3
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

TROIS-RIVIÈRES
100, rue Laviolette
Rez-de-chaussée, bureau 10
Trois-Rivières (Québec) G9A 5S9
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

VAL-D'OR
400, boulevard Lamaque
Bureau RC-02
Val-d'Or (Québec) J9P 3L4
Les lundis, mercredis, et vendredis de 8h30 à 16h30

5. LISTE DES BUREAUX RÉGIONAUX DE LA RÉGIE DU LOGEMENT ET LEURS HEURES D'OUVERTURE EN 2004-2005, 2005-2006 ET 2006-2007

2005-2006

BAIE-COMEAU
625, boulevard Laflèche
Rez-de-chaussée, bureau 701
Baie-Comeau (Québec) G5C 1C5
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

DRUMMONDVILLE
1680, boul. Saint-Joseph, 2e étage
Drummondville (Québec) J2C 2G3
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

GASPÉ
96, Montée Sandy Beach
Bureau 1.05, 1er étage
Gaspé (Québec) G4X 2W4
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

GATINEAU (Hull)
Édifice Jos-Montferrand
170, rue Hôtel-de-Ville
4e étage, bureau 4.100
Gatineau (Québec) J8X 4C2
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

GRANBY
77, rue Principale, bureau 1.26
Granby (Québec) J2G 9B3
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

JOLIETTE
450, rue Saint-Louis
Rez-de-chaussée, RC-11
Joliette (Québec) J6E 2Y8
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

LAVAL
2800, boul. Saint-Martin O.
3e étage, bureau 3.10
Laval (Québec) H7T 2S9
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

LÉVIS
5130, boul. de la Rive-Sud
Rez-de-chaussée
Lévis (Québec) G6V 4Z7
Lundis, mardis et mercrdis de 8h30 à 16h30
et les vendredis de 8 h 30 à 12h00
Toutefois, ce bureau est fermé le dernier mardi
de chaque mois.

LONGUEUIL
Édifice Montval
201, place Charles-Lemoyne
Rez-de-chaussée
Longueuil (Québec) J4K 2T5
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

MATANE
349, Saint-Jérôme - Édifice Bon Pasteur
Matane (Québec) G4W 3A8
Ouvert le dernier vendredi du mois de 9h30 à 15h30

MONTRÉAL – Village olympique
Village olympique
Pyramide Ouest, (D)
Rez-de-chaussée, bureau 2161
Montréal (Québec) H1T 3X1
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

MONTRÉAL - CENTRE VILLE
AUDIENCES
1425, boul. René Lévesque Ouest
Montréal (Québec) H3G 1T7
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

QUÉBEC
Place Québec
900, boul. René-Lévesque Est
Rez-de-chaussée, bureau 120
Québec (Québec) G1R 2B5
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

RIMOUSKI
337, rue Moreault
Rez-de-chaussée, bureau 07
Rimouski (Québec) G5L 1P4
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

5. LISTE DES BUREAUX RÉGIONAUX DE LA RÉGIE DU LOGEMENT ET LEURS HEURES D'OUVERTURE EN 2004-2005, 2005-2006 ET 2006-2007

2005-2006 (suite)

RIVIÈRE-DU-LOUP
33, rue de la Cour
Rivière-du-Loup (Québec) G5R 1J1
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

ROBERVAL
755, boul. Saint-Joseph,
2e étage, bureau 2.13-A
Roberval (Québec) G8H 2L4
Téléc. : (418) 275-6465
Les jeudis de 9h00 à 16h00

ROUYN-NORANDA
255, avenue Principale
Rez-de-chaussée, Bur. RC-02
Rouyn-Noranda (Québec) J9X 7G9
Les lundis, mardis et jeudis de 8h30 à 16h30

SAGUENAY
Arrondissement Jonquière
3950, boul. Harvey
Rez-de-chaussée, bureau 10
Saguenay (Québec) G7X 8L6
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

SAINT-HYACINTHE
600, avenue Sainte-Anne
Rez-de-chaussée
Saint-Hyacinthe (Québec) J2S 5G5
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

SAINT-JEAN
109, rue Saint-Charles
Bureau RC-13
Saint-Jean (Québec) J3B 2C2
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

SAINT-JÉRÔME
500, boul. des Laurentides
Bureau 1503 A
Saint-Antoine (Québec) J7Z 4M2
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

SAINT-JOSEPH-DE-BEAUCE
795, avenue du Palais
Saint-Joseph-de-Beauce (Québec) G0S 2V0
Le dernier mardi de chaque mois de 9h30 à 15h30

SEPT-ÎLES
456, rue Arnaud, bureau 1.05
Sept-Îles (Québec) G4R 3B1
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

SHAWINIGAN
212, 6e Rue, RC 02
Shawinigan (Québec) G9N 8B6
Ouvert les mercredis de 8h30 à 16h30

SHERBROOKE
202 Wellington Nord
Bureau 1.03
Sherbrooke, Québec J1H 5C6
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

THETFORD-MINES
693, Ste-Alphonse Ouest
Thetford-Mines (Québec) G6G 3X3
Les jeudis de 9h30 à 15h30

TROIS-RIVIÈRES
100, rue Laviolette
Rez-de-chaussée, bureau 10
Trois-Rivières (Québec) G9A 5S9
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

VAL-D'OR
400, boul. Lamaque
Bureau RC-02
Val-d'Or (Québec) J9P 3L4
Les lundis, mercredis, et vendredis de 8h30 à 16h30

VALLEYFIELD
151, rue Salaberry Ouest, Bureau 10
Salaberry-de-Valleyfield
(Québec) J6T 2H8
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

5. LISTE DES BUREAUX RÉGIONAUX DE LA RÉGIE DU LOGEMENT ET LEURS HEURES D'OUVERTURE EN 2004-2005, 2005-2006 ET 2006-2007

2006-2007

BAIE-COMEAU
625, boulevard Laflèche
Rez-de-chaussée, bureau 701
Baie-Comeau (Québec) G5C 1C5
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

DRUMMONDVILLE
1680, boul. Saint-Joseph, 2e étage
Drummondville (Québec) J2C 2G3
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

GASPÉ
96, Montée Sandy Beach
Bureau 1.05, 1er étage
Gaspé (Québec) G4X 2W4
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

GATINEAU (Hull)
Édifice Jos-Montferrand
170, rue Hôtel-de-Ville
4e étage, bureau 4.100
Gatineau (Québec) J8X 4C2
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

GRANBY
77, rue Principale, bureau 1.26
Granby (Québec) J2G 9B3
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

JOLIETTE
450, rue Saint-Louis
Rez-de-chaussée, RC-11
Joliette (Québec) J6E 2Y8
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

LAVAL
2800, boul. Saint-Martin O.
3e étage, bureau 3.10
Laval (Québec) H7T 2S9
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

LÉVIS
5130, boul. de la Rive-Sud
Rez-de-chaussée
Lévis (Québec) G6V 4Z7
Lundis, mardis et mercrdis de 8h30 à 16h30
et les vendredis de 8 h 30 à 12h00
Toutefois, ce bureau est fermé le dernier mardi
de chaque mois.

LONGUEUIL
Édifice Montval
201, place Charles-Lemoyne
Rez-de-chaussée
Longueuil (Québec) J4K 2T5
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

MATANE
349, Saint-Jérôme - Édifice Bon Pasteur
Matane (Québec) G4W 3A8
Ouvert le dernier vendredi du mois de 9h30 à 15h30

MONTRÉAL – Village olympique
Village olympique
Pyramide Ouest, (D)
Rez-de-chaussée, bureau 2161
Montréal (Québec) H1T 3X1
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

MONTRÉAL - CENTRE VILLE
AUDIENCES
1425, boul. René Lévesque Ouest
Montréal (Québec) H3G 1T7
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

QUÉBEC
Place Québec
900, boul. René-Lévesque Est
Rez-de-chaussée, bureau 120
Québec (Québec) G1R 2B5
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

RIMOUSKI
337, rue Moreault
Rez-de-chaussée, bureau 07
Rimouski (Québec) G5L 1P4
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

5. LISTE DES BUREAUX RÉGIONAUX DE LA RÉGIE DU LOGEMENT ET LEURS HEURES D'OUVERTURE EN 2004-2005, 2005-2006 ET 2006-2007

2006-2007 (suite)

RIVIÈRE-DU-LOUP
33, rue de la Cour
Rivière-du-Loup (Québec) G5R 1J1
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

ROBERVAL
755, boul. Saint-Joseph,
2e étage, bureau 2.13-A
Roberval (Québec) G8H 2L4
Téléc. : (418) 275-6465
Les jeudis de 9h00 à 16h00

ROUYN-NORANDA
255, avenue Principale
Rez-de-chaussée, Bur. RC-02
Rouyn-Noranda (Québec) J9X 7G9
Les lundis, mardis et jeudis de 8h30 à 16h30

SAGUENAY
Arrondissement Jonquière
3950, boul. Harvey
Rez-de-chaussée, bureau 10
Saguenay (Québec) G7X 8L6
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

SAINT-HYACINTHE
600, avenue Sainte-Anne
Rez-de-chaussée
Saint-Hyacinthe (Québec) J2S 5G5
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

SAINT-JEAN
109, rue Saint-Charles
Bureau RC-13
Saint-Jean (Québec) J3B 2C2
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

SAINT-JÉRÔME
500, boul. des Laurentides
Bureau 1503 A
Saint-Antoine (Québec) J7Z 4M2
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

SAINT-JOSEPH-DE-BEAUCE
795, avenue du Palais
Saint-Joseph-de-Beauce (Québec) G0S 2V0
Le dernier mardi de chaque mois de 9h30 à 15h30

SEPT-ÎLES
456, rue Arnaud, bureau 1.05
Sept-Îles (Québec) G4R 3B1
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

SHAWINIGAN
212, 6e Rue, RC 02
Shawinigan (Québec) G9N 8B6
Ouvert les mercredis de 8h30 à 16h30

SHERBROOKE
202 Wellington Nord, Bureau 1.03
Sherbrooke, Québec J1H 5C6
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

THETFORD-MINES
693, Ste-Alphonse Ouest
Thetford-Mines (Québec) G6G 3X3
Les jeudis de 9h30 à 15h30

TROIS-RIVIÈRES
100, rue Laviolette
Rez-de-chaussée, bureau 10
Trois-Rivières (Québec) G9A 5S9
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

VAL-D'OR
400, boul. Lamaque
Bureau RC-02
Val-d'Or (Québec) J9P 3L4
Les lundis, mercredis, et vendredis de 8h30 à 16h30

VALLEYFIELD
151, rue Salaberry Ouest, Bureau 10
Salaberry-de-Valleyfield
(Québec) J6T 2H8
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

06-07-08. LE NOMBRE D'HEURES D'OUVERTURE ANNUEL THÉORIQUE, PERDU, EFFECTIF, POUR CHAQUE BUREAU DE LA RÉGIE DU LOGEMENT EN 2004-2005, 2005-2006 ET 2006-2007

Note : la fermeture d'un bureau est conséquente à une absence ponctuelle d'un employé (ou deux) et non en raison d'une réduction de l'effectif.

Exercice 2004-2005	Nombre d'heures d'ouverture théorique	perdu	effectif	Taux d'ouverture
BAIE-COMEAU 5 jours/semaine de 8h30 à 16h30	1 743	142,2	1 601	**92 %**
DRUMMONDVILLE 5 jours/semaine de 8h30 à 16h30	1 743	14	1 729	**99 %**
GASPÉ 5 jours/semaine de 8h30 à 16h30	1 743	39,75	1 703	**98 %**
GATINEAU (Hull) 5 jours/semaine de 8h30 à 16h30	1 743	0	1 743	**100 %**
GRANBY 5 jours/semaine de 8h30 à 16h30	1 743	14	1 729	**99 %**
JOLIETTE 5 jours/semaine de 8h30 à 16h30	1 743	17,5	1 726	**99 %**
LAVAL 5 jours/semaine de 8h30 à 16h30	1 743	0	1 743	**100 %**
LÉVIS Lundis, mardis et mercredis de 8h30 à 16h30 et les vendredis de 8 h 30 à 12h00 Toutefois, ce bureau est fermé le dernier mardi de chaque mois.	1 127	41,5	1 086	**96 %**
LONGUEUIL 5 jours/semaine de 8h30 à 16h30	1 743	0	1 743	**100 %**
MATANE Ouvert le dernier vendredi du mois de 9h30 à 15h30 (sauf les mois de juin, juillet et décembre)	45	0	45	**100 %**
MONTRÉAL – Village olympique 5 jours/semaine de 8h30 à 16h30	1 992	0	1 992	**100 %**
MONTRÉAL - Centre ville 5 jours/semaine de 8h30 à 16h30	1 743	0	1 743	**100 %**
QUÉBEC 5 jours/semaine de 8h30 à 16h30	1 992	0	1 992	**100 %**

Exercice 2004-2005	Nombre d'heures d'ouverture théorique	perdu	effectif	Taux d'ouverture
RIMOUSKI 5 jours/semaine de 8h30 à 16h30	1 743	0	1 743	**100 %**
RIVIÈRE-DU-LOUP 5 jours/semaine de 8h30 à 16h30	1 743	18,75	1 724	**99 %**
ROBERVAL Les mercredis et jeudis de 9h00 à 16h00	624	28	596	**96 %**
ROUYN-NORANDA Les lundis, mardis et jeudis de 8h30 à 16h30	1 043	32,5	1 011	**97 %**
SAGUENAY 5 jours/semaine de 8h30 à 16h30	1 743	0	1 743	**100 %**
SAINT-HYACINTHE 5 jours/semaine de 8h30 à 16h30	1 743	0	1 743	**100 %**
SAINT-JEAN 5 jours/semaine de 8h30 à 16h30	1 743	0	1 743	**100 %**
SAINT-JÉRÔME 5 jours/semaine de 8h30 à 16h30	1 743	60	1 684	**97 %**
SAINT-JOSEPH-DE-BEAUCE Le dernier mardi de chaque mois de 9h30 à 15h30	60	0	60	**100 %**
SEPT-ÎLES 5 jours/semaine de 8h30 à 16h30	1 743	119	1 624	**93 %**
SHAWINIGAN Ouvert les mardis et jeudis de 8h30 à 16h30	728	0	728	**100 %**
SHERBROOKE 5 jours/semaine de 8h30 à 16h30	1 743	0	1 743	**100 %**
THETFORD-MINES Les jeudis de 9h30 à 15h30	260	0	260	**100 %**
TROIS-RIVIÈRES 5 jours/semaine de 8h30 à 16h30	1 743	0	1 743	**100 %**
VAL-D'OR Les lundis, mercredis, et vendredis de 8h30 à 16h30	1 036	140	896	**86 %**
VALLEYFIELD 5 jours/semaine de 8h30 à 16h30	1 743	0	1 743	**100 %**
Ensemble des bureaux	**42 024**	**667**	**41 357**	**98 %**

Note : la fermeture d'un bureau est conséquente à une absence ponctuelle d'un employé (ou deux) et non en raison d'une réduction de l'effectif.

Exercice 2005-2006	Nombre d'heures d'ouverture théorique	perdu	effectif	Taux d'ouverture
BAIE-COMEAU 5 jours/semaine de 8h30 à 16h30	1 743	101,5	1 642	**94 %**
DRUMMONDVILLE 5 jours/semaine de 8h30 à 16h30	1 743	14	1 729	**99 %**
GASPÉ 5 jours/semaine de 8h30 à 16h30	1 743	31,5	1 712	**98 %**
GATINEAU (Hull) 5 jours/semaine de 8h30 à 16h30	1 743	0	1 743	**100 %**
GRANBY 5 jours/semaine de 8h30 à 16h30	1 743	14	1 729	**99 %**
JOLIETTE 5 jours/semaine de 8h30 à 16h30	1 743	21	1 722	**99 %**
LAVAL 5 jours/semaine de 8h30 à 16h30	1 743	0	1 743	**100 %**
LÉVIS Lundis, mardis et mercredis de 8h30 à 16h30 et les vendredis de 8 h 30 à 12h00 Toutefois, ce bureau est **fermé** le dernier mardi de chaque mois.	1 127	38,5	1 089	**97 %**
LONGUEUIL 5 jours/semaine de 8h30 à 16h30	1 743	0	1 743	**100 %**
MATANE Ouvert le dernier vendredi du mois de 9h30 à 15h30 (sauf les mois de juin, juillet et décembre)	45	0	45	**100 %**
MONTRÉAL – Village olympique 5 jours/semaine de 8h30 à 16h30	1 992	0	1 992	**100 %**
MONTRÉAL - Centre ville 5 jours/semaine de 8h30 à 16h30	1 743	0	1 743	**100 %**
QUÉBEC 5 jours/semaine de 8h30 à 16h30	1 992	2	1 990	**100 %**

Exercice 2005-2006	Nombre d'heures d'ouverture théorique	perdu	effectif	Taux d'ouverture
RIMOUSKI 5 jours/semaine de 8h30 à 16h30	1 743	0	1 743	**100 %**
RIVIÈRE-DU-LOUP 5 jours/semaine de 8h30 à 16h30	1 743	18,75	1 724	**99 %**
ROBERVAL Les mercredis (jusqu'au 25 janv 2006) et jeudis de 9h00 à 16h00	480	28	452	**94 %**
ROUYN-NORANDA Les lundis, mardis et jeudis de 8h30 à 16h30	1 043	175	868	**83 %**
SAGUENAY 5 jours/semaine de 8h30 à 16h30	1 743	0	1 743	**100 %**
SAINT-HYACINTHE 5 jours/semaine de 8h30 à 16h30	1 743	0	1 743	**100 %**
SAINT-JEAN 5 jours/semaine de 8h30 à 16h30	1 743	14,5	1 729	**99 %**
SAINT-JÉRÔME 5 jours/semaine de 8h30 à 16h30	1 743	119	1 624	**93 %**
SAINT-JOSEPH-DE-BEAUCE Le dernier mardi de chaque mois de 9h30 à 15h30	60	0	60	**100 %**
SEPT-ÎLES 5 jours/semaine de 8h30 à 16h30	1 743	108,5	1 635	**94 %**
SHAWINIGAN Ouvert les mardis (fin janvier 2006) et mercredis de 8h30 à 16h30	720	0	720	**100 %**
SHERBROOKE 5 jours/semaine de 8h30 à 16h30	1 743	0	1 743	**100 %**
THETFORD-MINES Les jeudis de 9h30 à 15h30	260	0	260	**100 %**
TROIS-RIVIÈRES 5 jours/semaine de 8h30 à 16h30	1 743	0	1 743	**100 %**
VAL-D'OR Les lundis, mercredis, et vendredis de 8h30 à 16h30	1 036	84	952	**92 %**
VALLEYFIELD 5 jours/semaine de 8h30 à 16h30	1 743	0	1 743	**100 %**
Ensemble des bureaux	**41 872**	**770**	**41 102**	**98 %**

Note : la fermeture d'un bureau est conséquente à une absence ponctuelle d'un employé (ou deux) et non en raison d'une réduction de l'effectif.

Exercice 2006-2007	Nombre d'heures d'ouverture théorique	perdu	effectif	Taux d'ouverture
BAIE-COMEAU 5 jours/semaine de 8h30 à 16h30	1 743	299,0	1 444	**83 %**
DRUMMONDVILLE 5 jours/semaine de 8h30 à 16h30	1 743	0	1 743	**100 %**
GASPÉ 5 jours/semaine de 8h30 à 16h30	1 743	257,0	1 486	**85 %**
GATINEAU (Hull) 5 jours/semaine de 8h30 à 16h30	1 743	0	1 743	**100 %**
GRANBY 5 jours/semaine de 8h30 à 16h30	1 743	0	1 743	**100 %**
JOLIETTE 5 jours/semaine de 8h30 à 16h30	1 743	28	1 715	**98 %**
LAVAL 5 jours/semaine de 8h30 à 16h30	1 743	1,5	1 742	**100 %**
LÉVIS Lundis, mardis et mercredis de 8h30 à 16h30 et les vendredis de 8 h 30 à 12h00 Toutefois, ce bureau est **fermé** le dernier mardi de chaque mois.	1 117	87,5	1 029	**92 %**
LONGUEUIL 5 jours/semaine de 8h30 à 16h30	1 743	0	1 743	**100 %**
MATANE Ouvert le dernier vendredi du mois de 9h30 à 15h30 (sauf les mois de juin, juillet et décembre)	45	0	45	**100 %**
MONTRÉAL – Village olympique 5 jours/semaine de 8h30 à 16h30	1 992	0	1 992	**100 %**
MONTRÉAL - Centre ville 5 jours/semaine de 8h30 à 16h30	1 743	0	1 743	**100 %**
QUÉBEC 5 jours/semaine de 8h30 à 16h30	1 992	0	1 992	**100 %**

Exercice 2006-2007	Nombre d'heures d'ouverture théorique	perdu	effectif	Taux d'ouverture
RIMOUSKI 5 jours/semaine de 8h30 à 16h30	1 743	0	1 743	**100 %**
RIVIÈRE-DU-LOUP 5 jours/semaine de 8h30 à 16h30	1 743	175,00	1 568	**90 %**
ROBERVAL Les mercredis (jusqu'au 25 janv 2006) et jeudis de 9h00 à 16h00	312	34	278	**89 %**
ROUYN-NORANDA Les lundis, mardis et jeudis de 8h30 à 16h30	1 078	346,5	732	**68 %**
SAGUENAY 5 jours/semaine de 8h30 à 16h30	1 743	0	1 743	**100 %**
SAINT-HYACINTHE 5 jours/semaine de 8h30 à 16h30	1 743	0	1 743	**100 %**
SAINT-JEAN 5 jours/semaine de 8h30 à 16h30	1 743	0,0	1 743	**100 %**
SAINT-JÉRÔME 5 jours/semaine de 8h30 à 16h30	1 743	0	1 743	**100 %**
SAINT-JOSEPH-DE-BEAUCE Le dernier mardi de chaque mois de 9h30 à 15h30	60	5	55	**92 %**
SEPT-ÎLES 5 jours/semaine de 8h30 à 16h30	1 743	253,0	1 490	**85 %**
SHAWINIGAN Ouvert les mardis (fin janvier 2006) et mercredis de 8h30 à 16h30	364	17,5	347	**95 %**
SHERBROOKE 5 jours/semaine de 8h30 à 16h30	1 743	0	1 743	**100 %**
THETFORD-MINES Les jeudis de 9h30 à 15h30	260	0	260	**100 %**
TROIS-RIVIÈRES 5 jours/semaine de 8h30 à 16h30	1 743	0	1 743	**100 %**
VAL-D'OR Les lundis, mercredis, et vendredis de 8h30 à 16h30	1 015	315	700	**69 %**
VALLEYFIELD 5 jours/semaine de 8h30 à 16h30	1 743	0	1 743	**100 %**
Ensemble des bureaux	**41 352**	**1 819**	**39 533**	**96 %**

9. EFFECTIFS RÉGULIERS PAR BUREAU RÉGIONAL, PAR RÉGION, PAR FAMILLE D'EMPLOI ET PAR CLASSES D'EMPLOI POUR LES ANNÉES 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006 ET 2006-2007

POUR L'ANNÉE 2003-2004

BUREAU RÉGIONAL	HORS CADRE	CADRES	PROFESSIONNELS ET JURISTES	TECHNICIENS	PERSONNEL DE BUREAU	TOTAL	OCC.	
Siège social	2	3	8	11	11	35	1	
Direction territoriale de Montréal							15	
Bureau de Montréal	17	2	2	2	50	73		
Direction territoriale de l'Ouest								
Bureaux de Laval	3	0	0	0	6	9	3	
St-Jérôme	0	0	0	0	4	4		
Trois-Rivières	0	0	1	1	6	8		
Shawinigan	0	0	0	0	0	0		
Joliette	0	0	0	0	1	1		
Gatineau	1	0	0	0	2	3		
Val d'Or	0	0	0	0	1	1		
Rouyn-Noranda	0	0	0	0	1	1		
Direction territoriale de l'Est							3	
Bureaux de Québec	4	0	1	0	19	24		
Lévis	0	0	0	0	1	1		
Saguenay	0	0	0	0	4	4		
Roberval	0	0	0	0	0	0		
Sept-Îles	0	0	0	0	1	1		
Baie-Comeau	0	0	0	0	1	1		
Rimouski	1	0	0	1	4	6		
Gaspé	0	0	0	0	1	1		
Rivière-du-Loup	0	0	0	0	1	1		
Direction territoriale du Sud							1	
Bureaux de Longueuil	6	1	1	0	11	19		
Valleyfield	0	0	0	0	1	1		
Granby	0	0	0	0	1	1		
St-Jean	0	0	0	0	2	2		
St-Hyacinthe	0	0	0	0	2	2		
Sherbrooke	0	0	0	0	5	5		
Drummondville	0	0	0	0	2	2		
TOTAL	**32**	**3**	**5**	**4**	**127**	**171**	**22**	**193**
GRAND TOTAL	**34**	**6**	**13**	**15**	**138**	**206**	**23**	**229**

9. EFFECTIFS RÉGULIERS PAR BUREAU RÉGIONAL, PAR RÉGION, PAR FAMILLE D'EMPLOI ET PAR CLASSES D'EMPLOI POUR LES ANNÉES 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006 ET 2006-2007

POUR L'ANNÉE 2004-2005

BUREAU RÉGIONAL	HORS CADRE	CADRES	PROFESSIONNELS ET JURISTES	TECHNICIENS	PERSONNEL DE BUREAU	TOTAL	OCC.	
Siège social	2	2	11	10	10	35	3	
Direction territoriale de Montréal							16	
Bureau de Montréal	18	2	3	2	53	78		
Direction territoriale de l'Ouest							3	
Bureaux de Laval	4	0	0	0	6	10		
St-Jérôme	0	0	0	0	4	4		
Trois-Rivières	0	0	1	1	5	7		
Shawinigan	0	0	0	0	0	0		
Joliette	0	0	0	0	1	1		
Gatineau	1	0	0	0	2	3		
Val d'Or	0	0	0	0	1	1		
Rouyn-Noranda	0	0	0	0	1	1		
Direction territoriale de l'Est							4	
Bureaux de Québec	4	1	0	0	19	24		
Lévis	0	0	0	0	1	1		
Saguenay	0	0	0	0	3	3		
Roberval	0	0	0	0	0	0		
Sept-Îles	0	0	0	0	1	1		
Baie-Comeau	0	0	0	0	1	1		
Rimouski	0	0	0	1	4	5		
Gaspé	0	0	0	0	2	2		
Rivière-du-Loup	0	0	0	0	1	1		
Direction territoriale du Sud							1	
Bureaux de Longueuil	5	1	1	0	9	16		
Valleyfield	0	0	0	0	1	1		
Granby	0	0	0	0	2	2		
St-Jean	0	0	0	0	2	2		
St-Hyacinthe	0	0	0	0	2	2		
Sherbrooke	0	0	0	0	5	5		
Drummondville	0	0	0	0	2	2		
TOTAL	**32**	**4**	**5**	**4**	**128**	**173**	**24**	**197**
GRAND TOTAL	**34**	**6**	**16**	**14**	**138**	**208**	**27**	**235**

9. EFFECTIFS RÉGULIERS PAR BUREAU RÉGIONAL, PAR RÉGION, PAR FAMILLE D'EMPLOI ET PAR CLASSES D'EMPLOI POUR LES ANNÉES 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006 ET 2006-2007

POUR L'ANNÉE 2005-2006

BUREAU RÉGIONAL	HORS CADRE	CADRES	PROFESSIONNELS ET JURISTES	TECHNICIENS	PERSONNEL DE BUREAU	TOTAL	OCC.	
Siège social	2	2	11	12	8	35	2	
Direction territoriale de Montréal							14	
Bureau de Montréal	18	2	3	2	49	74		
Direction territoriale de l'Ouest							4	
Bureaux de Laval	4	0	0	0	4	8		
St-Jérôme	0	0	0	0	5	5		
Trois-Rivières	0	0	1	1	3	5		
Shawinigan	0	0	0	0	0	0		
Joliette	0	0	0	0	1	1		
Gatineau	1	0	0	0	2	3		
Val d'Or	0	0	0	0	1	1		
Rouyn-Noranda	0	0	0	0	1	1		
Direction territoriale de l'Est							3	
Bureaux de Québec	4	1	0	0	17	22		
Lévis	0	0	0	0	1	1		
Saguenay	0	0	0	0	4	4		
Roberval	0	0	0	0	0	0		
Sept-Îles	0	0	0	0	1	1		
Baie-Comeau	0	0	0	0	1	1		
Rimouski	0	0	0	1	4	5		
Gaspé	0	0	0	0	2	2		
Rivière-du-Loup	0	0	0	0	1	1		
Direction territoriale du Sud							2	
Bureaux de Longueuil	5	1	1	0	9	16		
Valleyfield	0	0	0	0	1	1		
Granby	0	0	0	0	1	1		
St-Jean	0	0	0	0	2	2		
St-Hyacinthe	0	0	0	0	2	2		
Sherbrooke	0	0	0	0	4	4		
Drummondville	0	0	0	0	2	2		
TOTAL	**32**	**4**	**5**	**4**	**118**	**163**	**23**	**186**
GRAND TOTAL	**34**	**6**	**16**	**16**	**126**	**198**	**25**	**223**

9. EFFECTIFS RÉGULIERS PAR BUREAU RÉGIONAL, PAR RÉGION, PAR FAMILLE D'EMPLOI ET PAR CLASSES D'EMPLOI POUR LES ANNÉES 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006 ET 2006-2007

POUR L'ANNÉE 2006-2007

BUREAU RÉGIONAL	HORS CADRE	CADRES	PROFESSIONNELS ET JURISTES	TECHNICIENS	PERSONNEL DE BUREAU	TOTAL	OCC.	
Siège social	2	1	11	11	6	31	4	
Direction territoriale de Montréal, Laval, Laurentides et Lanaudière								
Bureau de Montréal	13	2	3	2	45	65	16	
Bureau de Laval	5	0	0	0	4	9	2	
Bureau de St-Jérôme	0	0	0	0	5	5	0	
Bureau de Joliette	0	0	0	0	1	1	0	
Bureau de Montréal-Ouest	11	0	0	0	4	15	2	
Direction territoriale de l'Est								
Bureau de Québec	5	1	0	0	17	23	2	
Bureau de Trois-Rivières	0	0	1	1	3	5	0	
Bureau de Lévis	0	0	0	0	1	1	0	
Bureau de Shawinigan	0	0	0	0	0	0	0	
Bureau de Saguenay	0	0	0	0	4	4	0	
Bureau de Roberval	0	0	0	0	0	0	0	
Bureau de Sept-Îles	0	0	0	0	1	1	0	
Bureau de Baie-Comeau	0	0	0	0	1	1	0	
Bureau de Rimouski	0	0	0	1	5	6	0	
Bureau de Gaspé	0	0	0	0	2	2	0	
Bureau de Rivière-du-Loup	0	0	0	0	1	1	0	
Direction territoriale de l'Ouest								
Bureau de Longueuil	5	1	1	0	10	17	0	
Bureau de Valleyfield	0	0	0	0	1	1	1	
Bureau de Granby	0	0	0	0	1	1	1	
Bureau de St-Jean	0	0	0	0	2	2	0	
Bureau de St-Hyacinthe	0	0	0	0	2	2	0	
Bureau de Sherbrooke	1	0	0	0	4	5	0	
Bureau de Drummondville	0	0	0	0	2	2	0	
Bureau de Gatineau	1	0	0	0	2	3	2	
Bureau de Val d'Or	0	0	0	0	1	1	0	
Bureau de Rouyn-Noranda	0	0	0	0	1	1	0	
TOTAL	**41**	**4**	**5**	**4**	**120**	**174**	**26**	**200**
GRAND TOTAL	**43**	**5**	**16**	**15**	**126**	**205**	**30**	**235**

10. VENTILATION POUR CHACUNE DES DIRECTIONS TERRITORIALES DE LA RÉGIE DU LOGEMENT, AU 31 MARS 2006 ET AU 31 MARS 2007

AU 31 MARS 2006

	Territoire	A) Budget (Note 1)	B) Personnel en place		TOTAL	C) Dossiers reçus, traités et délai moyen de réponse
			Régulier	Occasionnel		
1.	Direction territoriale de Montréal	2 068 589 $	51	12	63	Voir réponse à la question 15
2.	Direction territoriale de l'Ouest	581 465 $	20	3	23	
3.	Direction territoriale de l'Est	1 061 440 $	33	4	37	
4.	Direction territoriale du Sud	753 419 $	24	1	25	
5.	Activités du tribunal	4 831 363 $	(Note 2)			
	Sous total :	9 296 276 $				
6.	Dépenses non ventilées (ex. : frais de voyage, frais de huissiers, gardiennage et sécurité)	513 283 $				
	TOTAL	9 809 559 $	128	20	148	

Note 1 : Le budget ventilé par direction territoriale concerne uniquement les traitements.

Note 2 : Les activités du tribunal sont composées de régisseurs, de greffiers spéciaux et du service de coordination des rôles qui sont présents dans toutes les régions du Québec.

10. VENTILATION POUR CHACUNE DES DIRECTIONS TERRITORIALES DE LA RÉGIE DU LOGEMENT, AU 31 MARS 2006 ET AU 31 MARS 2007

AU 31 MARS 2007

	Territoire	A) Budget (Note 1)	B) Personnel en place		TOTAL	C) Dossiers reçus, traités et délai moyen de réponse
			Régulier	Occasionnel		
1.	Direction territoriale de Montréal, Laval, Laurentides et Lanaudière	1 741 381 $	63	20	83	Voir réponse à la question 15
2.	Direction territoriale de l'Ouest	799 746 $	29	4	33	
3.	Direction territoriale de l'Est	1 139 125 $	39	2	41	
4.	Activités du tribunal	5 832 921 $	(Note 2)			
	Sous total :	9 513 173 $				
5.	Dépenses non ventilées (ex. : frais de voyage, frais de huissiers, gardiennage et sécurité)	553 040 $				
	TOTAL	10 066 213 $	131	26	157	

Note 1 : Le budget ventilé par direction territoriale concerne uniquement les traitements.

Note 2 : Les activités du tribunal sont composées de régisseurs, de greffiers spéciaux, du service de coordination des rôles et du secrétariat des régisseurs qui sont présents dans toutes les régions du Québec.

11-12. NOMBRE DE BUREAUX RÉGIONAUX RELOCALISÉS OU FERMÉS EN 2006-2007 ET PRÉVISION POUR 2007-2008 ET MOTIFS, RAISONS ET VENTILATION DES ÉCONOMIES RÉALISÉES OU PRÉVUES.

Aucun bureau régional n'a été fermé au cours de l'exercice 2006-2007 et aucune fermeture n'est prévue pour 2007-2008.

Le 1er mai 2006, le bureau de Sherbrooke a été relocalisé ce qui a permis des économies de loyer annuelles d'environ 8 000 $. Aussi, étant donné qu'il n'y avait pas de salles d'audiences aménagées dans ce nouveau local, une entente avec la Cour municipale de Sherbrooke a été conclue afin que la Régie puisse utiliser la salle d'audience selon un horaire prédéterminé et ce, à coût nul. En contre partie, l'embauche d'un gardien était nécessaire pour assurer la sécurité des lieux.

Cette relocalisation était cependant temporaire puisqu'il ne s'agit pas de locaux appartenant à la SIQ. Par conséquent, le 1er juin 2007, la SIQ, relocalisera à ses frais le bureau de Sherbrooke dans des espaces lui appartenant. La Régie disposera alors, à même ces locaux, d'une salle d'audiences et d'un bureau de régisseur et ce, pour une dépense de loyer équivalent à celle de l'exercice 2006-2007. La Régie aura donc plus de flexibilité et pourra tenir un plus grand nombre d'audiences dans cette région et ce, sans avoir recours aux services d'un gardien de sécurité.

13. ÉCHÉANCIER DE LA RÉVISION DU MODE DE CALCUL DE LA RÉGIE DU LOGEMENT EN MATIÈRE DE FIATION DES LOYERS

La révision de la méthode de calcul d'une variation de loyer s'inscrit dans l'ensemble des enjeux en matière d'habitation. Ce dossier suit son cours.

14. COMPARAISON DES BÉNÉFICES ENGENDRÉS PAR LA TARIFICATION DES FRAIS EXIGIBLES À LA RÉGIE DU LOGEMENT 2006-2007 ET PRÉVISIONS POUR 2007-2008

Les revenus de tarification sont les suivants :

- Pour l'année 2006-2007 : 4 485 103 $
- Pour l'année 2007-2008 : 4 400 000 $ (prévision)

15 STATISTIQUES SUR LES ACTIVITÉS DE LA RÉGIE PAR RÉGION

A) LA NATURE DES RECOURS INTENTÉS TRIÉE PAR TYPE DE RECOURS

Volume d'entrée des causes, par catégorie et sous catégorie

	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007
Fixation de loyer	**16 139**	**15 159**	**10 756**	**8 869**
Révision d'une décision	**610**	**401**	**359**	**337**
Non-paiement du loyer	**41 809**	**42 628**	**42 985**	**42 651**
recouvrement-résiliation	35 447	35 843	37 187	37 744
résiliation (retard fréquent)	6 362	6 785	5 798	4 907
Causes civiles (autres)	**24 164**	**23 175**	**24 069**	**23 417**
Causes introduites par les locateurs	*15 707*	*15 149*	*16 015*	*15 356*
déguerpissement	2 171	2 498	2 664	2 783
résiliation (autre motif)	5 575	5 379	4 922	4 723
recouvrement autre	2 295	2 327	2 499	2 411
rétractation	771	557	612	522
reprise du logement	2 198	1 942	1 653	1 498
conversion en copropriété	160	163	245	177
autres recours	840	701	1 777	1 624
Causes introduites par les locataires	*8 457*	*8 026*	*8 054*	*8 061*
résiliation de bail	523	597	665	707
diminution de loyer	2 802	2 357	2 473	2 338
rétractation d'une décision	1 784	1 790	1 742	1 821
autorisation de déposer le loyer	519	486	415	468
autres recours	823	717	746	826
Ensemble des causes	**85 701**	**84 365**	**80 998**	**78 232**

B) LE NOMBRE DE REQUÊTES DÉPOSÉES TRIÉ PAR TYPE DE REQUÊTE

Volume d'entrée des causes, par direction territoriale et par catégorie

	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007
Ensemble de la Régie	**85 701**	**84 365**	**80 998**	**78 232**
Non-paiement	43 718	44 602	44 814	44 534
Causes civiles générales	25 234	24 203	25 069	24 492
Révision	610	401	359	337
Fixation	16 139	15 159	10 756	8 869
Direction territoriale deMLLL	**55 310**	**54 453**	**50 477**	**47 975**
Non-paiement	26 559	27 109	26 758	26 323
Causes civiles générales	15 717	14 988	15 191	15 084
Révision	563	349	292	271
Fixation	12 471	12 007	8 236	6 297
Direction territoriale de l'Est	**12 254**	**11 904**	**12 252**	**11 606**
Non-paiement	6 293	6 556	6 738	6 725
Causes civiles générales	4 193	3 989	4 443	3 917
Révision	18	31	22	26
Fixation	1 750	1 328	1 049	938
Direction territoriale de l'Ouest	**18 137**	**18 008**	**18 269**	**18 651**
Non-paiement	10 866	10 937	11 318	11 486
Causes civiles générales	5 324	5 226	5 435	5 491
Révision	29	21	45	40
Fixation	1 918	1 824	1 471	1 634

C) LE NOMBRE DE DÉCISIONS RENDUES

Nombre de décisions rendues, par direction territoriale et par catégorie

	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007
Ensemble de la Régie	**56 523**	**56 650**	**55 495**	**54 883**
Non-paiement	31 552	31 508	31 664	32 029
Causes civiles générales	15 402	15 270	16 510	15 904
Révision	214	463	198	317
Fixation	9 355	9 409	7 123	6 633
Direction territoriale de MLLL	**37 144**	**37 120**	**34 096**	**34 081**
Non-paiement	19 222	19 141	18 503	18 984
Causes civiles générales	9 883	9 717	9 996	9 811
Révision	186	424	124	236
Fixation	7 853	7 838	5 473	5 050
Direction territoriale de l'Est	**7 584**	**8 145**	**8 441**	**8 028**
Non-paiement	4 224	4 574	4 780	4 595
Causes civiles générales	2 636	2 641	3 012	2 718
Révision	13	14	32	37
Fixation	711	916	617	678
Direction territoriale de l'Ouest	**11 795**	**11 385**	**12 958**	**12 774**
Non-paiement	8 106	7 793	8 381	8 450
Causes civiles générales	2 883	2 912	3 502	3 375
Révision	15	25	42	44
Fixation	791	655	1 033	905

LE NOMBRE DE DOSSIERS RÉGLÉS ET REMIS

Ensemble de la Régie	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007
Nombre de dossiers traités	**91 213**	**91 978**	**90 840**	**86 970**
Dossiers réglés (ou fermés)	**267 975**	**268 649**	**257 392**	**246 929**
Décisions rendues	56 523	56 650	55 495	54 883
Désistements avant audience	11 284	10 968	9 598	6 319
Causes rayées	3 450	3 577	3 965	4 183
Ententes à l'audience	4 102	4 545	5 234	4 745
Désistements à l'audience	2 671	2 739	2 757	2 846
Ententes avant audience	1 740	1 421	1 098	663
En conciliation	0	0	124	219
Dossiers remis, ajournés ou suspendus	**11 443**	**12 078**	**12 569**	**13 112**
Nombre de remises et d'ajournements	9 801	10 555	10 886	11 636
Nombre de remises sine die	1 539	1 421	1 576	1 385
Nombre de suspensions	103	102	107	91

LE NOMBRE DE DOSSIERS RÉGLÉS ET REMIS (SUITE)

Direction territoriale de MLLL	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007
Nombre de dossiers traités	**60 629**	**60 547**	**57 179**	**54 927**
Dossiers réglés (ou fermés)	**52 345**	**52 023**	**48 402**	**45 960**
Décisions rendues	37 144	37 120	34 096	34 081
Désistements avant audience	7022	6774	5991	3878
Causes rayées	1 687	1 631	1 635	1 811
Ententes à l'audience	3 314	3 581	4 107	3 692
Désistements à l'audience	1 994	1 939	1 744	1 892
Ententes avant audience	1 184	978	705	387
En conciliation	0	0	124	219
Dossiers remis, ajournés ou suspendus	**8 284**	**8 524**	**8 777**	**8 967**
Nombre de remises et d'ajournements	7 159	7 438	7 559	7 919
Nombre de remises sine die	1 042	1 022	1 135	980
Nombre de suspensions	83	64	83	68
Direction territoriale de l'Est				
Nombre de dossiers traités	**12 218**	**12 705**	**13 182**	**12 177**
Dossiers réglés (ou fermés)	**10 946**	**11 456**	**11 770**	**10 669**
Décisions rendues	7 584	8 145	8 441	8 028
Désistements avant audience	1 954	1 741	1 587	1 084
Causes rayées	659	733	796	860
Ententes à l'audience	222	272	301	209
Désistements à l'audience	246	339	430	387
Ententes avant audience	281	226	215	101
En conciliation	0	0	0	0
Dossiers remis, ajournés ou suspendus	**1 272**	**1 249**	**1 412**	**1 508**
Nombre de remises et d'ajournements	974	1 021	1 124	1 262
Nombre de remises sine die	292	221	283	242
Nombre de suspensions	6	7	5	4
Direction territoriale de l'Ouest				
Nombre de dossiers traités	**18 366**	**18 726**	**20 479**	**19 866**
Dossiers réglés (ou fermés)	**16 479**	**16 421**	**18 099**	**17 229**
Décisions rendues	11 795	11 385	12 958	12 774
Désistements avant audience	2 308	2 453	2 020	1 357
Causes rayées	1 104	1 213	1 534	1 512
Ententes à l'audience	566	692	826	844
Désistements à l'audience	431	461	583	567
Ententes avant audience	275	217	178	175
En conciliation	0	0	0	0
Dossiers remis, ajournés ou suspendus	**1 887**	**2 305**	**2 380**	**2 637**
Nombre de remises et d'ajournements	1 668	2 096	2 203	2 455
Nombre de remises sine die	205	178	158	163
Nombre de suspensions	14	31	19	19

LES DÉLAIS ENTRE LE DÉPÔT DE LA REQUÊTE ET L'AUDITION

Délai d'audience en l'absence de suspension, de remise et d'ajournement (en mois), par direction territoriale et par catégorie

		2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007
Ensemble de la Régie					
Non-paiement		1,3	1,3	1,4	1,4
Causes civiles générales	urgentes	1,3	1,5	1,5	1,5
	prioritaires	6,6	8,9	8,8	9,5
	générales	12,5	14,5	17,3	17,4
Révision		4,2	9,5	8,0	11,2
Fixation (greffiers spéciaux)		6,1	6,1	8,0	6,7
Direction territoriale de MLLL					
Non-paiement		1,2	1,1	1,4	1,3
Causes civiles générales	urgentes	1,2	1,4	1,5	1,4
	prioritaires	8,0	10,2	10,1	9,7
	générales	16,3	17,6	19,1	19,3
Révision		4,5	10,0	11,2	14,6
Fixation (greffiers spéciaux)		6,1	5,7	7,5	6,4
Direction territoriale de l'Est					
Non-paiement		1,3	1,3	1,3	1,4
Causes civiles générales	urgentes	1,6	1,4	1,5	2,0
	prioritaires	4,4	5,5	6,1	9,2
	générales	7,5	9,0	12,5	12,9
Révision		1,7	3,0	3,6	2,6
Fixation (greffiers spéciaux)		7,1	8,5	9,3	7,0
Direction territoriale de l'Ouest					
Non-paiement		1,5	1,5	1,6	1,4
Causes civiles générales	urgentes	1,5	1,9	1,9	1,8
	prioritaires	5,1	8,6	8,2	9,2
	générales	8,1	13,1	18,3	17,8
Révision		2,2	3,3	3,0	2,4
Fixation (greffiers spéciaux)		5,0	6,1	9,3	7,5

D) LES DÉLAIS ENTRE L'AUDITION ET LA SIGNIFICATION DE LA DÉCISION

Délai après audience (en mois), par direction territoriale et par catégorie

		2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007
Ensemble de la Régie					
Non-paiement		0,2	0,2	0,2	0,2
Causes civiles générales	urgentes	0,3	0,3	0,3	0,3
	prioritaires	0,4	0,5	0,4	0,4
	générales	0,3	0,4	0,4	0,3
Révision		0,7	1,0	1,1	0,7
Fixation		0,6	0,5	0,5	0,5
Direction territoriale de MLLL		0,0	0,0	0,0	0,0
Non-paiement		0,2	0,2	0,2	0,2
Causes civiles générales	urgentes	0,3	0,4	0,3	0,3
	prioritaires	0,5	0,5	0,5	0,5
	générales	0,4	0,5	0,4	0,4
Révision		0,7	1,0	1,1	0,7
Fixation		0,6	0,5	0,4	0,5
Direction territoriale de l'Est					
Non-paiement		0,1	0,1	0,1	0,1
Causes civiles générales	urgentes	0,3	0,3	0,3	0,3
	prioritaires	0,3	0,4	0,4	0,3
	générales	0,3	0,3	0,3	0,3
Révision		0,7	1,0	0,7	0,6
Fixation		0,3	0,3	0,5	0,4
Direction territoriale de l'Ouest					
Non-paiement		0,2	0,2	0,2	0,2
Causes civiles générales	urgentes	0,3	0,3	0,3	0,3
	prioritaires	0,4	0,5	0,4	0,4
	générales	0,3	0,3	0,4	0,3
Révision		1,1	1,3	1,5	0,5
Fixation		0,6	0,6	0,7	0,6

E) LE NOMBRE DE DÉCISIONS CONTESTÉES

Nombre de décisions contestées, par direction territoriale

	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007
Ensemble de la Régie				
Révision d'une décision en fixation	604	401	358	336
Rétractation (propriétaire)	771	557	612	522
Rétractation (locataire)	1 784	1 790	1 742	1 821
Total	**3 159**	**2 748**	**2 712**	**2 679**
% par rapport au volume d'entrée	*3,7 %*	*3,3 %*	*3,3 %*	*3,4 %*
Direction territoriale de MLLL				
Révision d'une décision en fixation	558	349	291	270
Rétractation (propriétaire)	630	436	432	379
Rétractation (locataire)	1 255	1 313	1 206	1 225
Total	**2 443**	**2 098**	**1 929**	**1 874**
% par rapport au volume d'entrée	*4,4 %*	*3,9 %*	*3,8 %*	*3,9 %*
Direction territoriale de l'Est				
Révision d'une décision en fixation	18	31	22	26
Rétractation (propriétaire)	62	45	72	57
Rétractation (locataire)	173	180	183	197
Total	**253**	**256**	**277**	**280**
% par rapport au volume d'entrée	*2,1 %*	*2,2 %*	*2,3 %*	*2,4 %*
Direction territoriale de l'Ouest				
Révision d'une décision en fixation	28	21	45	40
Rétractation (propriétaire)	79	76	108	86
Rétractation (locataire)	356	297	353	399
Total	**463**	**394**	**506**	**525**
% par rapport au volume d'entrée	*2,6 %*	*2,2 %*	*2,8 %*	*2,8 %*

F) LE NOMBRE DE DÉCISIONS CONTESTÉES ET QUI ONT ÉTÉ RENVERSÉES

La conclusion d'une décision n'est pas une information qui se prête à la saisie informatique.

Quant aux décisions qui auraient pu être contestées à la Cour du Québec, il n'est pas possible d'obtenir des statistiques précises puisque ni les parties, ni la Cour du Québec n'ont l'obligation de transmettre à la Régie du logement une copie de la requête. Toutefois, selon les données enregistrées à la Régie du logement, le nombre de décisions contestées s'avère peu significatif compte tenu le volume de décisions rendues.

Nombre de décisions ayant fait l'objet d'un appel à la Cour du Québec

	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007
Ensemble de la Régie	**43**	**36**	**29**	**9**
Direction territoriale de MLLL	39	33	21	9
Direction territoriale de l'Est	3	1	8	0
Direction territoriale de l'Ouest	1	2	0	0